



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Économie et vie des entreprises

- À Dieppe, Alpine tourne la page de l'A110 deuxième génération (Gazette de Normandie)
- La Région Normandie et Enedis renouvellent leur partenariat (Gazette de Normandie)
- Rouen. 11 000 passagers de croisières maritimes font escale dans la ville chaque année : quel impact sur l'économie ? (Tendance Ouest)

Sécurité

- Trafic de stupéfiants près du Havre : après une grosse opération, quatre personnes placées en détention (Ouest France)
- Trafic de drogue à Lillebonne : un compte Snapchat suivi par plus de 1 800 abonnés au cœur de l'enquête (Paris Normandie)
- Duclair. Le capitaine Grimonprez quitte le pays de Caux (Courrier Cauchois)
- Sandouville. Homme retrouvé mort près du pont de Normandie : de vastes moyens de secours déployés en urgence (Courrier Cauchois)
- « Une volonté d'éliminer les traces » : colère et incompréhension 31 ans après le drame de la grotte de Montérolier (76 actu)

Social et société

- "Je suis vidée", près de Rouen, ces habitants subissent les changements d'avis sur le projet de contournement Est (Ici Normandie)
- Violences sexuelles : à Rouen, une centaine de personnes réclament « Justice pour nos enfants » (Paris Normandie)
- Près de Dieppe, la mobilisation citoyenne contre la forte hausse des factures d'eau prend de l'ampleur (Paris Normandie)

Nucléaire / EPR2

- Logements, santé, transport... Comment ces territoires normands se préparent à l'afflux de travailleurs du nucléaire (Ouest France)
- Un nouveau quartier dans les Villes sœurs pour les ouvriers temporaires de l'EPR (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- Terres-de-Caux. La résidence autonomie face à la canicule (Courrier Cauchois)
- LOVÉLO libre-service : la Métropole Rouen Normandie renforce la lutte contre les vols (France 3)
- Mont-Saint-Aignan investit plus de 200 000 € pour verdir une cour de récré (Paris Normandie)

- À Franqueville-Saint-Pierre, la rue de Belbeuf, en travaux, va devenir une zone 30km/h (Paris Normandie)
- « Étretat, c'est n'est pas qu'une aiguille et une arche ! » martèle le maire qui prend ses marques (Paris Normandie)
- Près de Rouen, les abords dangereux de ce centre commercial ne seront pas sécurisés en 2026 (Paris Normandie)

Santé

- Au nord de Rouen, des travaux pour en finir avec les épisodes de turbidité du captage d'eau de Mont-Cauvaire (Ici normandie)
- Décès, climatiseurs, surcharge de travail... comment l'hôpital de Dieppe fait face à la canicule (76 actu)
- Cheffe des urgences adultes du CHU de Rouen, le Dr Roussel se prépare à la prochaine vague de chaleur (Paris Normandie)
- Innovation : dans cette clinique près de Rouen, une prostate en 3D pour mieux détecter les cancers (Paris Normandie)

Patrimoine

- Cathédrale Notre-Dame de Rouen : avant-dernière étape du chantier de la flèche (France 3)

Nécrologie

- Harfleur. L'ancienne maire PCF Christine Morel est décédée, drapeaux en berne dans la commune pendant une semaine (Tendance ouest)

Transport

- L'ouverture à la concurrence des trains à Rouen est suspendue : on vous explique la raison et les conséquences (76 actu)

Politique

- Politique. Edouard Philippe a lancé sa campagne présidentielle : que faut-il retenir de son premier meeting à Paris ? (France 3)
- Édouard Philippe entre en campagne présidentielle : le maire sera-t-il présent au Havre ces prochains mois ? (76 actu)

Tourisme

- Y a-t-il vraiment de plus en plus de touristes sur le littoral de la Baie de Somme et des Villes Sœurs ? (76actu)

Acteurs publics

- Gabriel Attal propose 100 000 fonctionnaires en moins et l'impunité zéro pour les ministres dépensiers
- Dans l'administration, le déploiement de l'IA freiné par le manque de mutualisation et le fonctionnement en silo des ministères
- La contractualisation État-collectivités, un outil de coordination facteur de confusion

À Dieppe, Alpine tourne la page de l'A110 deuxième génération

Chloé Guerout

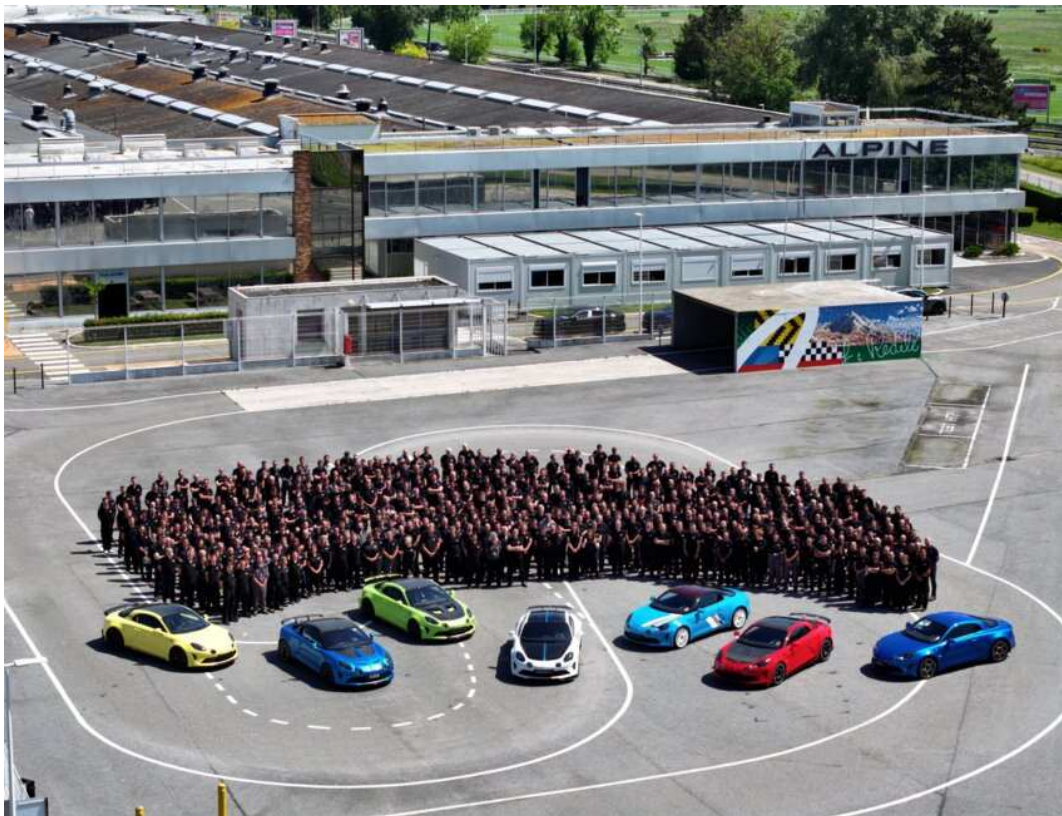
5-6 minutes

Dossier

La dernière Alpine A110 de deuxième génération est sortie de l'usine de Dieppe. Le site normand se transforme désormais pour produire la future A110 électrique.



35 450 Alpine A110 ont été produites à Dieppe. © Alpine



La manufacture dieppoise s'apprête à accueillir la troisième génération d'Alpine A110. © Alpine

Publié le 6 juillet 2026 - Mis à jour le 6 juillet 2026

À Dieppe, l'ultime exemplaire de l'Alpine A110 de deuxième génération vient de sortir de la chaîne de production. Ce modèle, relancé en 2017, avait marqué le retour de la marque sur le marché des sportives. Au total, 28 701 exemplaires de cette génération ont été assemblés dans la manufacture dieppoise, portant à 35 450 le nombre d'Alpine A110 produites sur ce site depuis son ouverture en 1969.

Une couleur bleue devenue emblématique

Ce dernier véhicule, une A110 R 70 Bleu Alpine développant 300 chevaux, est un véritable symbole pour la marque. D'abord par sa couleur, devenue emblématique. *«Plus de 58% des A110 produites à Dieppe ont ainsi été livrées dans une teinte bleue dont 33% en Bleu Alpine»*, indique le constructeur.

Une teinte iconique qui trouve son origine dans une demande de client.

«Elle remonte à une demande spécifique d'un client au début des années 60 qui souhaitait recevoir son Alpine dans une teinte bleu métallique. Cette nuance de bleu a immédiatement conquis les clients et est devenue la signature de la marque, traversant les époques jusqu'à s'imposer comme un symbole immédiatement associé à Alpine et à son héritage. Ce Bleu Alpine donne alors naissance au code couleur 331, que l'on retrouvera ensuite sur les plaques châssis des nombreux véhicules qui en seront équipés.»

Un symbole industriel et économique

Au-delà de l'image, l'A110 est aussi un symbole économique pour Dieppe et toute la région.

Produit dans la manufacture normande depuis plusieurs générations, le modèle a permis à Alpine de renouer avec le succès *«commercial et critique, multipliant les récompenses internationales et s'imposant comme une référence parmi les coupés sportifs contemporains.»*

Un héritage qui se transmet aussi au sein de l'usine. *«Cette transmission du savoir-faire a contribué à forger un lien unique entre Alpine et les Dieppois, dont beaucoup revendiquent avec affection avoir du "sang bleu" dans les veines, en référence à la couleur emblématique de la marque.»*

De nouveaux investissements

Une page se tourne pour Alpine. Alors que s'achèvent les célébrations du 70e anniversaire de la marque, la manufacture de Dieppe se prépare à accueillir la troisième génération de l'A110. *«La manufacture a engagé sa transformation afin d'accueillir la troisième génération d'Alpine A110. Cette évolution s'accompagne de nouveaux investissements, de nouveaux outils industriels et de l'adaptation des savoir-faire qui font la réputation du site depuis plus de 50 ans.»*

La marque ne cache d'ailleurs pas ses ambitions pour ce futur modèle, qui sera électrique : *«devenir la première véritable sportive électrique du marché, conciliant performances, légèreté, agilité et émotions de conduite dans une nouvelle ère technologique.»*

La Région Normandie et Enedis renouvellent leur partenariat

Chloé Guerout

3-4 minutes

En bref

La Région Normandie et Enedis prolongent pour trois ans leur coopération.



© Région Normandie

Publié le 5 juillet 2026 - Mis à jour le 5 juillet 2026

La Région Normandie et Enedis ont renouvelé leur charte de coopération pour une durée de trois ans. Cette convention a été signée au lycée professionnel Marcel Sembat de Sotteville-lès-Rouen par Hubert Dejean de La Bâtie, vice-président de la Région, et Olivier Lagnel, directeur régional d'Enedis Normandie.

Dans un contexte d'accélération de l'électrification des usages, qu'il s'agisse de la mobilité, de l'industrie ou du logement, les deux partenaires entendent mieux coordonner leurs actions pour anticiper les besoins des territoires et accompagner les projets des collectivités et des entreprises.

Cinq axes

La coopération s'articule autour de cinq axes. Le premier vise à accélérer la transition énergétique

en facilitant le développement des énergies renouvelables, de l'autoconsommation et des installations photovoltaïques, notamment dans les lycées, tout en soutenant la décarbonation des activités industrielles.

La charte prévoit également de renforcer la résilience des territoires face au changement climatique grâce au partage de données et d'analyses entre Enedis et la Région, en s'appuyant notamment sur les travaux du Giec normand.

Autre volet : la valorisation des données énergétiques. Les informations de consommation et de production d'électricité alimenteront les outils régionaux d'observation et de planification afin d'éclairer les décisions publiques.

Les deux partenaires souhaitent enfin renforcer l'attractivité économique de la Normandie en accompagnant les projets industriels liés aux réseaux électriques et en anticipant les besoins en compétences. Enedis partagera ses perspectives d'évolution des métiers afin d'adapter les formations aux besoins de la filière.

Rouen. 11 000 passagers de croisières maritimes font escale dans la ville chaque année : quel impact sur l'économie ?

Margaux Fresnais

5-6 minutes

Dès 17h, mardi 23 juin, sur le terminal croisière de Rouen, quai Richard Waddington, c'est le grand ballet des bus de touristes. Un paquebot de croisière, [l'Azamara Quest](#), 181 mètres, a accosté la veille à 8h30, en provenance de Bordeaux. L'escale est express : seulement deux jours sur place. A la file indienne, les passagers descendent du véhicule et offrent, au passage, des pourboires particulièrement généreux au chauffeur. Entre ses mains, beaucoup de dollars. La plupart de ces croisiéristes sont Américains ou Australiens. Ils reviennent de Paris ou de Giverny, et peu ont visité la ville aux 100 clochers. Au point que l'on peut s'interroger sur l'intérêt économique de l'accueil de ces escales.

"Une ville d'escale, non d'embarquement"

Quelques passagers ont tout de même décidé de s'aventurer dans cette ville remplie d'histoires comme Karolina Miara, venue de Pologne avec des amies. *"Nous sommes allés au musée des Beaux-Arts et au musée Flaubert, explique-t-elle, puis nous avons mangé à l'Osteria, un restaurant italien."* Les deux Polonaises se sont aussi laissées tenter par quelques boutiques du centre. *"On a acheté des vêtements français, on en est très fières",* ajoute-t-elle. Sultan Shariff, originaire d'Inde, tient lui un tout autre discours. Avec sa compagne, ils n'ont rien acheté, ni consommé de local. *"Hier soir, nous avons mangé Burger King car la nourriture locale ne nous donnait pas envie, sourit-il, et là nous revenons du supermarché."* Ne restant que deux jours à quai, les deux amoureux sont seulement allés jeter un œil rapide à la cathédrale. Un problème que constate [Julien Marchal Gueret](#), directeur de l'hôtel de Dieppe et président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH). *"Ces croisières correspondent à des formules all inclusive (tout inclus). Ils déjeunent, dînent et logent à bord, indique-t-il, donc même s'ils visitent Rouen, ils n'y consomment pas."* Et certains ne font souvent que traverser la ville pour rejoindre Paris, Giverny, Honfleur ou les plages du Débarquement. Pour ce restaurateur, capter cette manne touristique impose de revoir le modèle actuel. *"Rouen est une ville d'escale et non une ville d'embarquement, expose-t-il, si ces voyageurs séjournaient en ville la veille de leur embarquement, les hôteliers et les restaurateurs locaux pourraient en bénéficier."*

Des retombées estimées à plus d'un million d'euros

Pourtant, du côté de l'Office de Tourisme, on défend l'intérêt de l'accueil de ces croisières. Avec 15 à 20 escales et 11 000 croisiéristes par an, les retombées économiques sont estimées à plus d'un million d'euros, grâce à une clientèle avec un fort pouvoir d'achat, qui dépenserait en moyenne une centaine d'euros en extra. *"Rouen est plutôt une destination intime et culturelle, on a une*

clientèle un peu premium", constate [Matthieu de Montchalin](#), président de [Rouen Tourisme](#). Ce panier moyen profite aux musées, aux guides conférenciers et aux commerces lors des temps libres des voyageurs. Pour pérenniser et développer cette économie sans saturer la ville, de grands travaux de modernisation vont être lancés sur les infrastructures portuaires, dès cet été par [Haropa Port Rouen](#) et la Métropole de Rouen, afin d'améliorer les conditions d'accueil des croisiéristes. *"Le futur terminal sera climatisé, équipé de sanitaires et de zones de repos"*, décrit-il. Ce port possède néanmoins un atout majeur : sa flexibilité. *"On peut les accueillir 24h sur 24, 7j sur 7. Une très grande souplesse que les croisières adorent"*, précise-t-il. L'objectif est clair : convaincre davantage de compagnies maritimes d'inscrire Rouen à leur catalogue d'escales en mettant en avant le confort de son port et sa proximité avec Paris.

Selon une étude de Transport et Environnement, un seul paquebot de croisière émet autant de CO₂ que 10 000 voitures. Pour réduire cet impact carbone lors des escales, le gestionnaire Haropa Port déploie un vaste plan de raccordement électrique de ses terminaux.

Les 200 géants des mers, qui naviguent en Europe, émettent chaque année autant d'oxyde de soufre qu'un milliard de voitures, selon une étude de Transport et Environnement de 2025. Pourquoi ? Parce qu'ils maintiennent leurs équipements actifs à quai. Ces navires laissent tourner leurs moteurs, générant une pollution nocive (SO_x) au cœur des villes portuaires.

L'électrification des quais

Face à cette urgence, Haropa, accélère la transition de ses infrastructures à Rouen et au Havre grâce au projet RENAQ (Raccordement électrique des navires à quai). Déjà initié au terminal de la Pointe de Floride au Havre, depuis octobre dernier, ce dispositif permettra à terme d'éviter l'émission de 15 000 à 20 000 tonnes de CO₂ par an en permettant aux paquebots de se brancher directement sur le réseau pour couper leurs moteurs à quai.

Les quais Roger Meunier et Joannès Couvert du Havre seront pleinement opérationnels d'ici cette année. Ce chantier représente un investissement global de 32 millions d'euros. Des déploiements similaires sont également prévus à Rouen et à Honfleur cette année.

Trafic de stupéfiants près du Havre : après une grosse opération, quatre personnes placées en détention

Lise Hauchecorne

4-5 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

La gendarmerie et la police se sont associées dans une opération de grande envergure, le lundi 29 juin 2026, au sein du quartier Clairval à Lillebonne (Seine-Maritime), près du Havre. La préfecture annonce la saisie de 400 g de cannabis et 100 g de cocaïne. Au total, 13 personnes ont été placées en garde à vue.

Modifié le 04/07/2026 à 16h01 Publié le 30/06/2026 à 20h30

Dans la matinée du lundi 29 juin 2026, gendarmerie et police ont mené une opération conjointe et d'ampleur aboutissant à l'interpellation de 13 personnes à Lillebonne (Seine-Maritime), près [du Havre](#).

Il s'agit [d'une affaire de trafic de stupéfiants](#), dans laquelle les forces de l'ordre ont découvert 400 g de cannabis, 100 g de cocaïne ainsi que 2 500 € en liquide et deux armes de poing.

Ce dossier «trouve son point d'ancrage principal au sein du quartier du Clairval »,» relate la procureure du Havre, Soizic Guillaume, mais il ne se limite pas à ce lieu précis et touche tout le secteur de l'agglomération havraise, jusque dans l'Eure.

Prison ou contrôle judiciaire pour neuf personnes

Les 13 interpellés ont été placés en garde à vue. A l'issue, neuf personnes ont été présentées devant le juge d'instruction, expliquent nos confrères [de 76Actu.fr](#). Quatre d'entre elles ont été placées en détention provisoire et les cinq autres sont sous contrôle judiciaire.

Cette intervention s'inscrit dans le cadre d'un groupe local de traitement de la délinquance, dit du « Clairval », créée en mars 2026 et « qui vise à répondre aux problématiques de sécurité pouvant exister au sein du quartier et affectant les habitants»», conclut la procureure.

Trafic de drogue à Lillebonne : un compte Snapchat suivi par plus de 1 800 abonnés au cœur de l'enquête

Paris Normandie

2-3 minutes

Une semaine après le vaste coup de filet mené dans le quartier du Clairval à Lillebonne, l'enquête franchit une nouvelle étape. Une information judiciaire a été ouverte vendredi 3 juillet 2026 pour des faits de « *trafic de stupéfiants, association de malfaiteurs et blanchiment* », commis en Normandie entre le 1er janvier 2024 et le 29 juin 2026, indique la procureure de la République, Soizic Guillaume.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Au total, treize personnes avaient été interpellées lors de l'opération menée lundi 29 juin 2026. Neuf ont ensuite été présentées à un juge d'instruction. Quatre ont été placées en détention provisoire, dont trois dans le cadre d'un débat différé. Les cinq autres ont été placées sous contrôle judiciaire.

L'ampleur exacte du trafic reste à établir. « *Les déclarations des mis en cause diffèrent et il reviendra au juge d'instruction de déterminer l'implication de chacun* », précise la procureure. Elle souligne toutefois qu'un compte Snapchat utilisé pour le trafic comptabilisait plus de 1 815 abonnés avant sa fermeture.

Jusqu'à 200 forces de l'ordre mobilisées

Pour rappel, entre 150 et 200 policiers et gendarmes avaient été déployés dès 6 heures du matin, lundi 29 juin, dans le quartier du Clairval. Cette opération judiciaire visait plusieurs personnes soupçonnées d'être impliquées dans un trafic de stupéfiants.

« *Il s'agit d'une co-saisine entre la police nationale et les gendarmes du Havre* », avait alors indiqué la commandante Garcia, du commissariat de Bolbec.

Cette intervention s'inscrit notamment dans le cadre du groupe local de traitement de la délinquance du Clairval, mis en place en mars 2026 pour lutter contre les trafics et les atteintes à la sécurité dans ce quartier de Lillebonne.

Duclair. Le capitaine Grimonprez quitte le pays de Caux

Julie Hervieux

3-4 minutes

["Dans le secteur, nous constatons une hausse des violences intrafamiliales, je compte renforcer la présence des équipes sur le terrain", confiait à son arrivée le capitaine Nicolas Grimonprez dans nos colonnes le 6 octobre 2023.](#) Trois ans plus tard, le capitaine de gendarmerie quitte ses fonctions et rejoint la Garde Républicaine au 1^{er} août. Vendredi 26 juin, il organisait un pot de départ en mairie pour saluer une dernière fois les élus, les associations, les sapeurs-pompiers, policiers municipaux et ses camarades.

"Vous avez tous contribué à faire de ces trois années une réussite"

Le départ du capitaine a été annoncé le 7 avril dernier [lors de l'inspection annuelle de la brigade.](#) Depuis, les élus et habitants sont inquiets et espèrent que le ou la remplaçant(e) du capitaine sera à la hauteur. *"Je ne suis pas du tout inquiet, commençait Alexandre Payage, commandant de la gendarmerie départementale. Nicolas, tu es arrivé en 2023, au moment où la nouvelle gendarmerie sortait de terre à Duclair, au moment où les militaires des brigades de Duclair, Le Trait et Déville-lès-Rouen fusionnaient en une seule et même équipe. Malgré cette complexité, tu as su maintenir une organisation et être présent pour les habitants".*

Nicolas Grimonprez est arrivé au commandement de la brigade territoriale autonome (BTA) le 1^{er} août 2023. A ses côtés, 34 hommes et femmes pour intervenir sur les 24 communes de la circonscription, y compris de l'autre côté de l'eau. *"Quand je suis arrivé ici, je savais que ce temps de commandement serait marquant et intense au quotidien, souriait-il. Et aujourd'hui, alors que je suis sur le départ, c'est avec une certaine émotion et une immense gratitude que je tourne cette page. J'ai toujours pu compter sur votre professionnalisme et votre panache. Vous avez tous contribué à faire de ces trois années une réussite".*

Le capitaine a tenu à remercier les élus, notamment le maire de Duclair Jean Delalandre, et ses équipes pour le soutien apporté à l'année, mais aussi les sapeurs-pompiers de la commune, du Trait et de Saint-Martin-de-Boscherville, l'Office national des forêts et les polices municipales de Duclair, du Trait et de Saint-Pierre-de-Varengeville pour leurs réactivité, courage, esprit d'équipe et complémentarité.

Des résultats probants

En 2025, la délinquance a diminué de 9% sur le territoire, 1 004 délits ont été enregistrés. Pari réussi pour celui qui s'engageait il y a trois ans à renforcer la présence des équipes sur le terrain. Aujourd'hui, Nicolas Grimonprez peut partir l'esprit tranquille au commandement de 150 militaires de la 3^e compagnie d'infanterie du 2^e régiment de la Garde Républicaine. *"Vous avez toute ma gratitude pour ce que vous m'avez apporté. Je garderai un excellent souvenir de chacun d'entre vous",* concluait-il la voix tremblante.

Sandouville. Homme retrouvé mort près du pont de Normandie : de vastes moyens de secours déployés en urgence

Luc Gallais

~2 minutes

Un drame s'est produit dimanche 5 juillet, à proximité du pont de Normandie. Un homme a trouvé la mort, noyé. Il se trouvait sur une vedette de plaisance avant de se retrouver à l'eau et de disparaître de la vue des personnes qui l'accompagnaient. Les faits sont survenus en fin de matinée.

D'importants moyens de secours déployés

L'alerte a été donnée par le port de Honfleur (Calvados) auprès du centre régional de surveillance et de sauvetage (CROSS) Jobourg. Ce dernier a diffusé dans la foulée un message de relais de détresse. D'importants moyens de secours nautiques et aériens ont été déclenchés : l'hélicoptère Dragon 76 de la Sécurité civile avec une équipe médicale à bord, deux canots de sauvetage des SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) du Calvados et de Seine-Maritime, un semi-rigide de la station SNSM de Honfleur. Les navires sur la zone ont été déroutés pour prendre part aux recherches. Dragon 76 a repéré la victime et l'a hélitreuillée. Pris en charge au sol, et malgré les tentatives de réanimation, l'homme a été déclaré décédé par l'équipe du Samu de coordination maritime médicale (SCMM) du Havre.

« Une volonté d'éliminer les traces » : colère et incompréhension 31 ans après le drame de la grotte de Montérolier

Isabelle Villy

7-9 minutes

La 31e commémoration du drame de la grotte de Montérolier, qui a fait neuf victimes dont trois enfants, s'est déroulée comme chaque année, le 21 juin, à 21 heures.

Sur le même thème

[Accident](#)

[Grottes](#)

[Pompiers](#)

Article réservé aux abonnés



Comme chaque année depuis 31 ans, un hommage est rendu aux neuf victimes du drame de la grotte de Montérolier. ©Isabelle VILLY

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 5 juil. 2026 à 16h12

Après la commémoration du matin au centre d'incendie de secours de Rouen-Gambetta, les familles de victimes du [drame de la grotte de Clairfeuille](#), se sont retrouvées comme chaque 21

juin, devant la stèle érigée à Montérolier, près de [Buchy](#), pour **rendre hommage aux neuf victimes**, mais aussi répéter inlassablement leur volonté de ne pas abandonner leur quête de vérité et exprimer leur colère face au mépris qu'elles estiment avoir subi de la part de la justice, tout au long de ces années. Trente et un an après le drame, leur douleur est toujours là, et **José Lampérier**, président de l'association des familles des victimes, a une fois encore, même si cet exercice lui semble chaque année plus éprouvant, rappelé les faits et **dénoncé publiquement les décisions de la justice**.

Les familles des victimes en colère 31 ans après le drame

Les mots sont durs. Le ton est, année après année, de plus en plus inflexible. La **colère** affleure à chaque phrase prononcée. Et toujours, ce **sentiment d'incompréhension** des familles des victimes, qui dénoncent « le mépris évident » dont ils ont été l'objet après le drame de ce 21 juin 1995. « Au-delà des incohérences, des questions restées sans réponses, le véritable scandale a été dans le prononcé du **non-lieu en 1997**, alors que la thèse officielle d'une intoxication totale et globale par le monoxyde de carbone s'était littéralement effondrée », a martelé José Lampérier.



José Lampérier a dénoncé la lâcheté de la justice. ©Isabelle VILLY

Une feuille d'analyse médicale de **Dominique Petit** (sapeur-pompier), déclaré mort puis finalement retrouvé vivant au petit matin du 22 juin, précisait ainsi, au moment où était prononcé ce non-lieu, qu'il « n'avait pas été victime d'une intoxication au monoxyde de carbone, invalidant, de facto, la thèse d'une telle intoxication pour l'ensemble des victimes », a expliqué le père du jeune Pierre Lampérier, ajoutant : « ce nouvel élément orientait la piste vers une intoxication pour le **cyanure**, retrouvé chez toutes les victimes à des niveaux élevés ».

« Un narratif judiciaire trompeur occultant la réalité des faits »

Malgré cet élément, José Lampérier constate qu'**aucune enquête** pour la recherche de la vérité n'a été engagée : « la juge d'instruction et la procureure avaient décidé de ne pas agir pour relancer le dossier », a affirmé José Lampérier, estimant que les circonstances du drame de la

grotte de Montérolier n'ont jamais été éclaircies : « pire ! Elles ont fait l'objet d'un narratif judiciaire trompeur, occultant la réalité des faits et dissimulant leur caractère criminel », accuse-t-il. **Origine militaire** possible des émanations gazeuses provenant de la dégradation de munitions, gaz à renard (chloropicrine), **déchets hospitaliers**... autant de pistes qui n'ont pas été explorées.

L'inefficacité dans la conduite des secours a été voulue, pour que les victimes à l'intérieur des galeries décèdent avant de leur porter secours.

Dans cette quête de vérité, José Lampérier n'a pas manqué, une fois encore, de souligner **l'incroyable lenteur dans l'organisation des secours**, « qui laissent interrogatifs toute personne raisonnable, par son incohérence », a relevé José Lampérier, lors de son discours. Au titre des éléments troublants de ce dossier complexe, le fait de retrouver Dominique Petit vivant, huit heures après l'arrêt des secours ordonné par le préfet le 21 juin au soir, n'est pas le moins étrange.

Comment expliquer que huit heures supplémentaires seront nécessaires après la découverte de ce survivant, pour localiser quatre autres personnes dont les enfants, « alors qu'elles étaient à moins de 50 mètres de lui et à quelques minutes, aller-retour de la troisième entrée de la grotte, dont l'entrée a été interdite d'ouverture pendant plus de dix heures [...] ». L'inefficacité dans la conduite des secours a été voulue, pour que les victimes à l'intérieur des galeries décèdent avant de leur porter secours », affirme José Lampérier.

« Une volonté d'éliminer les traces de ce qui existait dans les galeries »

Et le porte-parole de l'association n'hésite pas à ajouter : « la seule explication qui peut être avancée est **une volonté d'éliminer les traces** de ce qui existait dans les galeries : pas de témoins, pas de contradiction et pas d'explications à donner à des survivants et à leurs proches ».

Des décisions « incompréhensibles »

Tant d'éléments de ce dossier sont incompréhensibles, qu'il serait vain de vouloir, ici, les résumer en quelques lignes : pourquoi, à titre d'exemple, quand la décision de ventiler les galeries est prise dans la nuit du 21 au 22 juin, « on décide de recourir à des ventilateurs pour les galeries 1 et 2, que l'on va chercher... au Havre, une ville éloignée des lieux du drame, par transport routier ! Quelle incohérence », s'insurge José Lampérier.

Une volonté de « dissimuler des faits »

Autres éléments mis en avant par les familles des victimes : « lors des résultats d'autopsie, on ne nous communiquera pas les heures de décès. Aucune analyse précise de l'air ne sera faite, impossibilité pour nous, dans le cadre des expertises, de faire réaliser des analyses de sang complémentaires sur les victimes, notamment pour trouver des substances telles que la chloropicrine, l'arsenic et bien d'autres », a énuméré José Lampérier lors de son discours, convaincu que l'absence de tous ces éléments de réponse visait « à dissimuler des faits », qui auraient **remis en cause la thèse officielle** du décès par monoxyde de carbone.

Certaines personnes savent...

Pour conclure son intervention, dimanche 21 juin dernier, José Lampérier, au nom des familles de

l'association des victimes de la grotte de Montérolier, a une nouvelle fois exhorté « les personnes physiques ou morales ayant des informations » à les communiquer pour « que **la vérité se fasse jour** sur les circonstances exactes de ce drame ». Un drame qui, rappelons-le, a coûté la vie à Nicolas Havé (14 ans), Thomas Havé (13 ans), Jean-Jacques Havé (41 ans), Pierre Lampérier (14 ans), Gérard Duvivier (35 ans), Laurent Pannier (32 ans), Fabrice Pigny (22 ans), Bruno Poullain (32 ans) et Jean-Yves Soulard (36 ans).

Si vous détenez des informations, vous pouvez contacter José Lampérier, par mail : jose.lamperier@free.fr Rappel : notre Hors Série, « Tragédie de Clairfeuille, le mystère demeure », est toujours disponible (prix, 3,90 euros) : pour toute info, contactez Le Bulletin au 02 35 08 40 49 / bulletin.darnetal@actu.fr

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

"Je suis vidée", près de Rouen, ces habitants subissent les changements d'avis sur le projet de contournement Est

Simon Maunoury

4-5 minutes

Publié le samedi 4 juillet 2026 à 15:23

Ils sont au bout. Après les dernières annonces du ministre des Transports, jeudi 2 juillet 2026, les habitants qui vivent sur le tracé du projet de contournement Est de Rouen sont fatigués des revirements politiques. Ils aimeraient être fixés définitivement et de façon officielle.

Depuis l'annonce de l'arrêt du projet de contournement Est de Rouen par le ministre des Transports [sur l'antenne d'ICI Normandie](#), jeudi 2 juillet 2026, [les réactions se succèdent](#). Les habitants qui se trouvent sur le tracé de cette autoroute sont dans l'incertitude depuis 20 ans avec un courrier reçu dans leur boîte aux lettres en 2006. Ce nouveau revirement **à moins d'un an de l'élection présidentielle**, ils n'y croient pas.

Assise devant la table du salon, Huguette a mauvaise mine. *"Je suis vidée, on a plus de peps, plus rien"*, s'agace cette femme de 77 ans aux côtés de son mari, Philippe, 81 ans. **L'abandon du projet annoncé par le ministre, elle n'y croit pas.** *"Tant que je n'aurai pas un papier daté et signé disant que le contournement Est ne se fait pas, je ne le croirai pas. On nous a trop menés en bateau pour croire simplement une personne qu'on ne connaît pas"*.

"Je suis certaine que ce n'est pas fini"

Nathalie Ducloux habite dans l'une des trois maisons qui devront être détruites si le projet est officiellement lancé. Elle a bien entendu l'abandon du projet par le ministre des Transports, mais **elle n'est pas convaincue.** *"C'est une bonne nouvelle, mais je n'y crois pas trop, parce que si c'était vraiment enterré, il faudrait qu'il annule dès maintenant la DUP (Déclaration d'utilité publique - ndlr) qui se termine en novembre 2027 et qu'il remette le plan local d'urbanisme comme auparavant"*, souffle la sexagénaire. Depuis plusieurs années, ces riverains ne peuvent plus procéder à des aménagements sur leur parcelle, que ce soit l'installation d'une véranda ou d'une nouvelle terrasse. *"C'est uniquement réservé aux voies autoroutières, donc on ne peut plus rien faire."*

Pour ces habitants, l'élection présidentielle [des 18 avril et 2 mai 2027](#) pourra changer la donne. *"C'est toujours l'immobilisme des politiques. Ils ne prennent aucune décision définitive, c'est toujours en attente"*, pousse Olivier son mari, avant de poursuivre, *"de toute façon, Monsieur Tabarot en avril ou mai il ne sera plus là, donc il peut dire ce qu'il veut"*.

Pour rappel, ce projet d'autoroute longue de 41 kilomètres avait vocation à relier l'A28 à l'A13 afin de désengorger le centre-ville.

Violences sexuelles : à Rouen, une centaine de personnes réclament « Justice pour nos enfants »

Sylvain Auffret

6-7 minutes

À l'appel du collectif enfantiste, une centaine de personnes a défilé entre le commissariat et le palais de justice pour réclamer une meilleure prise en compte des violences faites aux enfants, et aux femmes.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Le cortège rue Jeanne d'Arc - PN



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 4 Juillet 2026 à 15h08 Temps de lecture: 1 min

Une centaine de personnes ont manifesté samedi 4 juillet en fin de matinée à Rouen dans le cadre d'un appel national lancé par la coalition féministe et enfantiste pour une [loi cadre intégrale contre les violences sexuelles](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le cortège, très majoritairement composé de femmes, est parti du commissariat rue Brisout de Barneville, aux cris de « Protégez nos enfants », « Justice pour nos enfants ».

« N'importe où il peut y avoir des attouchements »

Parmi les manifestants, outre plusieurs élues de gauche ([socialistes](#), communistes, écologiste et LFI) sans écharpe, se trouvait Cynthia, 32 ans, qui travaille pour une société de logistique.

« Ce qui s'est passé avec [Lyhanna](#), ça m'a touché, mon fils a 6 ans. C'est la première fois que je viens, j'en suis arrivée à expliquer à mon fils qu'il n'est pas protégé par l'État. N'importe où il peut y avoir des attouchements, les violeurs, ils sont partout, ils sont relâchés ».

« [Avec tout ce qu'on entend](#), quand j'étais jeune, j'avais des copains qui rentraient seuls de l'école, aujourd'hui c'est impensable. On devient parano ».

« Darmanin démission ! »

C'est la première fois qu'elle participe à une de ces manifestations, elle s'est décidée à venir après une discussion avec une mère dont l'enfant fréquente la même école Jean-Mulot.

« Avant je ne faisais pas attention, mais là (dans l'affaire Lyhanna, NDLR), il y a eu trop de

manquements de l'État, on met tout sur les magistrats, mais c'est l'État qui a failli. » « Darmanin démission ! » crie d'ailleurs le cortège.

Florence, 50 ans, travaille depuis 36 ans dans une crèche parentale de Darnétal. Elle sait que sur les 20 enfants qu'elle accueille chaque jour, certains subissent des violences, eux ou leur mère.

Elle a appris dernièrement par une voisine de la crèche, qu'une mère qui y venait une fois par semaine, était victime de violences conjugales, alors même qu'elle était enceinte. Une mère qui n'a jamais porté plainte et une voisine qui n'a jamais alerté la police.



La manifestation s'est achevée par des prises de paroles devant le tribunal judiciaire de Rouen - PN

Une halte devant le conseil départemental

Parvenu devant le conseil départemental, qui gère l'aide sociale à l'enfance, le cortège a fait une halte pour une prise de parole unique avant de gagner la rive pour finir devant le tribunal.

Un couple, dont l'une des filles a été victime d'agressions sexuelles par une proche du CM2 à la 4ème, marche aussi. Eux réclament plus de moyens, plus de réactivité, la fin de la confusion des peines et la mise en place de structures pour prendre en charge les mineurs victimes et leurs parents.

« On s'est retrouvé seuls », explique la maman. *« Croyez les enfants ok, mais il faudrait leur apprendre à parler. On voyait bien que notre fille était de plus en plus souvent en crise, mais on ne savait pas pourquoi. Elle nous disait « maman tu ne connais pas ma vie ».*

Lire aussi



Près de Dieppe, la mobilisation citoyenne contre la forte hausse des factures d'eau prend de l'ampleur

Sylvie Macquet

5-7 minutes

Face à une hausse de près de 70 % de la redevance d'assainissement pour les habitants de Terroir de Caux, une association organise la mobilisation et interpelle les élus pour défendre le pouvoir d'achat des habitants.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Par Sylvie Macquet

Publié: 4 Juillet 2026 à 18h23 Temps de lecture: 2 min

Sylvie Macquet

« Ce n'est pas au consommateur de payer ! ». Face à la hausse de la redevance d'assainissement, l'association DUT (Défense des usagers de [Terroir de Caux](#)) ne compte pas en rester là. La trentaine de ses adhérents se mobilise et met en place plusieurs pistes d'action.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Près de 70 % de hausse de la redevance d'assainissement, ce n'est ni acceptable ni tenable, estime le secrétaire Jacques Lercier. Sans compter le montant des créances non prescrites qui atteint presque le million d'euros ! Nous comprenons que cette hausse est liée à la prise de compétence de l'assainissement collectif par Terroir de Caux, avec la reprise des dettes des anciens syndicats et la réalisation de travaux de mise aux normes. Mais nous réaffirmerons que ce n'est pas au consommateur de payer. »

Pour faire avancer ses revendications, l'association a adressé un courrier à Jean-Luc Cornière, nouveau président de Terroir de Caux, qui avait déclaré lors de son élection que l'assainissement serait sa priorité. Elle sollicite de le rencontrer avec Robert Végas, ancien vice-président en charge de l'eau, ainsi qu'avec son successeur, Olivier Leconte.

Refuser les travaux

« L'objectif est d'encourager les élus à se rapprocher des autres intercommunalités normandes confrontées aux mêmes difficultés. Toutes devraient refuser de réaliser certains travaux dans un délai imposé de trois ans, trop court alors que les finances ne suivent pas », explique le trésorier François Saffray. Une seconde démarche a été engagée auprès de la sous-préfète de Dieppe. Dans un courrier, la DUT demande à être reçue afin d'exposer les conséquences de la hausse sur le budget des foyers. *« Un couple et ses quatre enfants sur le canton de Luneray paient actuellement 200 euros par mois »,* remarque Jacques Lercier. À cette préoccupation financière s'ajoute celle de la qualité de l'eau, une inquiétude récurrente chez les habitants.

Distribution de flyers

L'association souhaite par ailleurs élargir sa base de soutien. Dans les prochains jours, des flyers seront distribués dans les villages et sur les marchés du territoire afin de susciter de nouvelles adhésions. *« Notre pétition, qui a circulé d'août dernier à fin 2025, a recueilli 1 100 signatures papier et 770 sur internet, poursuit le secrétaire. Nous aimerions reprendre contact avec tous les signataires. »* L'idée d'une réunion publique fait aussi son chemin au sein de la DUT. Pourquoi pas un rassemblement devant le siège de Terroir de Caux ? » avancent les membres de l'association, déterminés à maintenir la pression sur ce dossier sensible.

Lire aussi



Logements, santé, transport... Comment ces territoires normands se préparent à l'afflux de travailleurs du nucléaire

Nicolas Denoyelle

17-21 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

À Dieppe (Seine-Maritime), les effets du Grand chantier de l'EPR2 de Penly commencent à se voir en cet été 2026. L'enjeu : accueillir des milliers de travailleurs du nucléaire. Construction d'une maison de santé, réhabilitation d'un bâtiment défraîchi, dépollution de friches pour y construire des logements, rénovation de la gare... Autant de projets dans les tuyaux et accélérés par l'argent injecté notamment par EDF.

«La relance de la filière nucléaire, c'est aussi un exemple de relance de la réindustrialisation de la France, et ça se passe en Normandie.» Ces mots sont ceux du vice-président de Normandie énergies, Jean-Christophe Varin, lors de rencontres économiques à Caen (Calvados), le 10 juin 2026. Et les chiffres donnent le vertige. Pour les 20 ans à venir, ce ne sont pas moins de 30 000 emplois qui vont être créés et 100 milliards investis sur le territoire normand, essentiellement par la filière nucléaire, avec notamment la construction [de deux réacteurs EPR2 à Penly](#) (Seine-Maritime) et [Aval du futur](#), le projet mené par Orano pour le recyclage des déchets nucléaires dans le nord de la Manche.

Lire aussi : [EN IMAGES. En Normandie, un chantier titanesque pour les deux futurs réacteurs nucléaires](#)

Une fois réhabilitée, l'ancienne friche Clemenceau va abriter un espace exposition Grand chantier, des salles de conférences, de réunions, des bureaux. Objectif : livraison en juin 2027. | ©EN ACT ARCHITECTURE

Des enjeux d'aménagement du territoire

«Avant le Covid, nous avions un solde migratoire négatif, et là, grâce à l'Insee, nous savons que notre solde migratoire est désormais positif», se réjouit le président de la Région Normandie, Hervé Morin. L'élusait que chacun doit se retrousser les manches pour ne pas rater le coche. Pour sa collectivité, il s'agit notamment de répondre [à des besoins en formation](#), en lien avec le rectorat et des organismes professionnels. Mais en parallèle des chantiers, les enjeux d'aménagement du territoire sont de taille.

Lire aussi : [Des milliers d'embauches et de plus en plus de formations : en Normandie, le secteur du nucléaire est en plein essor](#)

L'ancien bâtiment Clémenceau, future Cité de l'énergie face à la gare de Dieppe. « En Grande-Bretagne, pour notre chantier Hinkley Point C, on nous a dit de prévoir des mètres carrés de bureaux en dehors du chantier, pour des rendez-vous qui soient faciles d'accès. Ce sera le cas ici », explique Olivier Durand, directeur délégué Grand chantier EPR 2 Penly pour EDF. | CHARLES BURY, OUEST-FRANCE

« Maximiser les retombées. »

À Dieppe, le port est directement concerné par le chantier des réacteurs EPR2 de Penly. Son aire urbaine de 35 000 habitants se trouve à moins de vingt minutes de la centrale nucléaire d'EDF. Ici, les transformations commencent à se voir et plusieurs secteurs de la ville sont en travaux. « Voilà trois ans qu'on y travaille mais ce n'est que le début », se réjouissent le maire de Dieppe, Nicolas Langlois, et le président de l'agglomération, l'ancien député Sébastien Jumel.

Pour les deux élus communistes, un leitmotiv : « Minimiser les impacts et maximiser les retombées. » Et un impératif : se servir du Retex de l'EPR de Flamanville. Comprendre le retour d'expérience du chantier du fameux réacteur EPR du Nord-Cotentin dont le coût est passé de 3 milliards à plus de 23 milliards d'euros entre l'annonce et la fin de chantier.

12000 salariés en 2030

« Tout le monde a compris, EDF et Orano compris, que le moindre retard se chiffre en millions d'euros de pertes, précisent deux les élus. Ils doivent tout optimiser, y compris pour éviter des retards au moment des prises de poste. Quelques minutes chaque jour, ça se compte en milliers d'heures perdues à la fin. » De l'endroit où vont loger les salariés, au temps de trajet, ainsi qu'au moyen de locomotion, jusqu'aux portiques de sécurité suffisamment nombreux pour accéder au chantier. Avec dans le viseur le pic de 12 000 salariés prévu à Penly en 2030.

Lire aussi : [Sites nucléaires de Normandie : en 2025, sûreté « satisfaisante » mais peut mieux faire côté environnement](#)

Près de la gare de Dieppe (Seine-Maritime), sur une ancienne friche, la base d'encadrement Eiffage, destinée à accueillir des bureaux d'entreprise est un empilement de bureaux modulaires, mais la décoration extérieure donne une allure moderne à cet ensemble impressionnant. De quoi lui donner un avenir après la fin du chantier. | CHARLES BURY, OUEST-FRANCE

Une voie ferrée du XIXe siècle rénovée

Hors de question, par exemple, de mettre trop de monde sur la route. « On a vu avec EDF pour la mise en place de navettes et on a demandé une rénovation du ferroviaire pour éviter de mettre 600 camions supplémentaires chaque jour sur nos routes. » Plus de 60 millions d'euros sont ainsi prévus pour rénover une voie ferrée datant du XIX^e siècle entre Dieppe et Penly, qui permettra quatre passages de trains par jour contre 50 circulations annuelles actuellement.

D'anciens sites industriels en friche, notamment une laiterie, vont accueillir des centaines de nouveaux logements à deux pas de la gare de Dieppe (Seine-Maritime). | CHARLES BURY, OUEST-FRANCE

Des friches réhabilitées

Au total, ce sont plus de 5 400 nouveaux hébergements qui sont prévus entre Dieppe et Le

Tréport, dont une partie en offre hôtelière, une autre en camping et enfin certains de manière temporaire. «On va notamment utiliser des logements modulaires façon village olympique de Paris 2024 », explique Olivier Durand, directeur délégué Grand chantier EPR 2 Penly pour EDF.»

Mais il est aussi question de logements qui resteront, dont une partie repartira vers le parc de logements sociaux. «Sur le territoire de notre agglomération, on va construire 3 200 logements car cet afflux de salariés ne doit pas se faire au détriment des habitants d'ici », insistent les élus de Dieppe.» Plusieurs friches sont ainsi réhabilitées. «Il y avait déjà des projets, et l'aide d'EDF a, dans la plupart des cas, permis d'enclencher ces investissements. Et c'est en cœur de ville, précise Olivier Durand. Car l'équation côté logements est complexe. On doit répondre aux besoins des salariés en déplacement pour la semaine, à des célibataires, des familles, dont une partie restera ensuite ici.»

Après la rénovation des quais, la gare va bénéficier d'un ravalement de façades, de l'agrandissement du Relay et de la création d'une Maison des mobilités. Un projet de halle gourmande doit voir le jour en 2027 dans l'aile est où sera rénovée la verrière de 1900. | OUEST-FRANCE

Une gare rénovée et améliorée

Le quartier de la gare est directement concerné par ces rénovations et réhabilitations. «Pour le territoire c'est incroyable ce qui est en train de se passer», se réjouit le promoteur dieppois et investisseur, Raynald Hautot. Il est le principal actionnaire de la future Cité de l'énergie. Un espace de bureaux, salles de réunion et d'exposition du Grand chantier, dans une ancienne friche en cours de réhabilitation. «Dans la gare, en face, j'investis aussi en créant dans l'aile est la verrière de 1900 et cette aile accueillera une halle alimentaire avec une quinzaine d'échoppes, où on pourra acheter des produits locaux ou manger sur place.»

Eiffage, qui est une des grandes entreprises qui travaillent sur le chantier des EPR2, a également installé sur une friche proche de la gare un impressionnant espace de travail fait de bureaux modulaires.

Une perspective de ce que sera le nouveau centre de santé intercommunal de Dieppe-Maritime, qui devrait être terminé à la fin du printemps 2027. | EN ACT ARCHITECTURE

De l'argent aussi pour la santé

Logement, transport et accueil des salariés ne sont pas les seules priorités alors que des milliers de travailleurs vont affluer sur la côte d'Albâtre, en Normandie. «Une des préoccupations majeures c'est évidemment la santé, insistent EDF et les élus. C'est important pour les salariés, pour les entreprises mais aussi pour les habitants du territoire. Notre système de santé est déjà tendu.»

Dans ce territoire de 50 000 habitants, dont près de 5 000 sont sans médecin traitant, la maison intercommunale de santé de Dieppe va donc bénéficier de 780 m² de locaux neufs, tout en maintenant quatre antennes existantes, pour un total de 22 cabinets, dont 15 dédiés à des médecins salariés. «C'était dans les tuyaux, mais notre participation a permis d'enclencher les travaux», précise Olivier Durand pour EDF, qui investit sur ce territoire 50 millions d'euros dans le cadre de Grand chantier, dont la moitié pour la santé. «Car ils vont également contribuer au financement de la rénovation du service des urgences de Dieppe et du nouvel hôpital d'Eu»,

souligne Jean-Michel Olivier, Directeur du centre de santé et coordinateur du contrat local de santé de l'agglomération Dieppe-Maritime.

Des priorités stratégiques

L'ensemble des projets du Grand chantier peut aussi compter sur la Banque des territoires. «Nous sommes en plein dans nos priorités stratégiques, explique Nicolas Blanc, son directeur régional. On parle ici de souveraineté industrielle avec des créations d'emplois, d'autonomie énergétique avec de l'énergie décarbonée et de cohésion sociale.»

La Banque, via ses filiales, intervient à différents niveaux et permet notamment, grâce en partie à l'épargne des Français, des financements via des prêts à long terme.

Un nouveau quartier dans les Villes sœurs pour les ouvriers temporaires de l'EPR

Xavier Togni

6-7 minutes

La communauté de communes des Villes sœurs va louer une parcelle dans le parc d'activité Bresle Maritime à une société qui va y aménager 300 logements provisoires pour des salariés du Grand Chantier EPR.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Xavier Togni](#)

Publié: 6 Juillet 2026 à 09h15 Temps de lecture: 2 min

Trois cents logements temporaires, pour le Grand Chantier EPR de Penly, vont être construits sur un terrain du parc environnemental d'activité Bresle Maritime, en bordure de la D925 (axe Eu-Abbeville) et du chemin de Gros-Jacques, en face de Saint-Quentin-Lamotte. L'aménageur vient d'être désigné par la communauté de communes des Villes sœurs (CCVS), au terme d'un appel à projet lancé en décembre dernier. Six candidatures avaient été déposées et c'est celle de la société Nhood, associée à la Cité des Énergies, qui a été retenue. Le président de la CCVS, Eddie Facque, l'a annoncé mardi soir lors du conseil communautaire, qui a validé ce choix à l'unanimité. « *Leur dossier était le plus complet* », a-t-il affirmé.

Parcelle louée pour 12 ans

Une parcelle d'environ 1,5 hectare, sur le territoire d'Oust-Marest, leur sera louée le temps des travaux à Penly, évalué pour l'instant à 12 ans. Le groupement prendra en charge la réalisation des voies d'accès et des parkings (240 places au total). Il a également prévu de financer l'enlèvement des bâtiments et la remise en état du site, à la fin du bail. Le réseau d'assainissement, lui, sera relié à la station d'épuration du Tréport : « *Elle est prévue pour 47 000 habitants : nous avons encore beaucoup de marge* », a rassuré le maire Laurent Jacques.

Eddie Facque a décrit ce futur quartier comme « *un éco-village* », avec des constructions en bois peu élevées, démontables, et des espaces verts très arborés. « *On voulait quelque chose qui s'intègre au mieux dans le paysage, un peu dans le style de la pépinière d'entreprises.* » De plus, des services seront proposés aux résidents, tels qu'une épicerie, une laverie, etc. Selon le président, ce projet est une réponse aux demandes de l'État auprès des collectivités pour fournir des solutions d'hébergement aux salariés qui vont travailler sur ce chantier de très grande ampleur.

Aménagement paysager

La construction sera menée par Nhood, filiale immobilière du groupe Mulliez, qui développe en partenariat avec bowhood des hébergements modulaires et éphémères. Puis l'exploitation sera assurée par la Cité des Énergies, dont le premier quartier a vu le jour à Flocques, sur le camping Les Voiles. Son concepteur, Olivier Brousse, note qu'ils bénéficient d'un permis précaire, ce qui leur permettra d'engager rapidement les travaux : dès septembre, espère-t-il. Il souligne la qualité des logements mais aussi de l'aménagement paysager, qui doit favoriser la biodiversité et maîtriser l'écoulement des eaux pluviales, tout en mettant beaucoup de verdure autour des bâtiments.

Il insiste également sur la prestation de services : « *Ce n'est pas seulement un dortoir, nous aurons une conciergerie d'intégration, pour les mettre en relation avec les associations, les acteurs culturels, sportifs, etc., du coin. Nous voulons en faire un vrai quartier connecté aux autres.* »

Pour Eddie Facque, d'autres projets similaires pourraient voir le jour, l'objectif étant de pouvoir proposer « *1 500 couchages* ».

Lire aussi

Terres-de-Caux. La résidence autonomie face à la canicule

Le Courrier Cauchois

~3 minutes

Fin juin, le thermomètre s'est affolé en Normandie. Le CCAS de Terres-de-Caux a donc dû s'adapter pour préserver au mieux les 38 personnes occupant la résidence autonomie.

Des visites tous les deux jours

Barbara Lange (à droite sur la photo) l'affirme : *"Nous n'avons eu aucun souci de déshydratation pendant la canicule. Avec une stagiaire, nous avons appelé les résidents tous les jours et nous leur avons rendu visite un jour sur deux."* L'occasion de vérifier que les consignes de sécurité étaient bien respectées. En effet, un petit livret spécial canicule provenant de Santé publique France avait été distribué en amont à chaque résident. Des consignes simples mais qu'il est toujours bon de rappeler aux personnes âgées, plus vulnérables que les autres : aérer tôt le matin puis fermer les volets en journée, boire sans attendre d'avoir soif, mais aussi repérer les signes de la chaleur (crampes, maux de tête...).

Pour ne prendre aucun risque, certaines activités ont également été modifiées. *"Nos résidents devaient participer à un karaoké à l'Ehpad Bouic-Manoury, mais nous avons plutôt organisé des jeux de société dans la salle commune, équipée de stores occultants."*

"Nous n'avons eu aucune hospitalisation"

Car maintenir le lien social reste plus important que jamais. Barbara Lange le confie : *"Beaucoup nous ont dit avoir eu l'impression de revivre un confinement. Mais tous étaient bien conscients que c'était avant tout pour leur santé !"* Si des brumisateurs ont bien été donnés aux résidents, en revanche, la vice-présidente du CCAS explique ne pas avoir distribué de ventilateurs : *"Nous avons un rôle de surveillance. C'est le rôle des familles d'équiper les logements et ils sont d'ailleurs déjà bien équipés."*

Et pour la suite ?

La mairie de Terres-de-Caux est locataire de Logéal pour sa résidence autonomie, dont les bâtiments datent des années 70. Un détail pas si anodin étant donné l'évolution du climat, en particulier en été... *"On est bien conscient qu'il va falloir investir, on en discute. Est-ce qu'on pourra tout faire avec moins de budget ? On n'en est pas encore là"*, explique Charlotte Le Balidec. En revanche, des projets plus accessibles sont en réflexion, comme des pergolas végétales autour des fenêtres. En attendant, le CCAS compte bien répéter ses actions de surveillance pendant une potentielle canicule en juillet. Pour finir, les deux agents rappellent que chacun peut contacter la mairie pour déclarer une personne vulnérable afin qu'elle rejoigne un registre de surveillance, qui compte déjà plus de 70 personnes aujourd'hui.

LOVÉLO libre-service : la Métropole Rouen Normandie renforce la lutte contre les vols

Clémentine Baude

~3 minutes

Face à la recrudescence des vols de vélo en libre-service, la Métropole Rouen Normandie annonce un renforcement des mesures.

Vandalisés, abandonnés, ou encore détournés de leur usage d'origine. Les vélos en libre-service dans la métropole rouennaise subissent depuis plusieurs mois de nombreux désagréments.

La métropole a annoncé dans un communiqué la dégradation de presque 300 vélos, avec par conséquent un préjudice financier de plus de 100 000 euros, tout en indiquant que les *"deux-tiers des vols sont facilités par un mauvais usage qui consiste à ne pas attacher le vélo en libre-service aux arceaux framboisine à la fin des trajets"*.

[Lancé en juillet 2023, le service LOVÉLO libre-service est aujourd'hui déployé sur sept communes : Rouen, Sotteville-lès-Rouen, Petit-Quevilly, Grand-Quevilly, Amfreville-la-Mi-Voie, Darnétal et Saint-Léger-du-Bourg-Denis. • © DR - France Télévisions](#)

En répercussion de cette situation, la Métropole Rouen Normandie, en lien avec son opérateur Citybike Normandie, a pris la décision de fermer temporairement 17 stations particulièrement touchées par ces actes de malveillance, soit 13% du réseau.

En parallèle, des contrôles renforcés ont été annoncés, les services de la métropole rappelle que *"chaque usager doit impérativement attacher son vélo à un arceau à l'aide de l'antivol intégré à la fin de chaque trajet. Les usagers qui ne respecteraient pas cette obligation recevront dans un premier temps un avertissement"*. En cas de récidive, l'usager risque une suspension ou la résiliation de leur compte jusqu'à des pénalités financières comprises entre 38 et 200 euros.

La métropole a fait savoir que plus de 100 plaintes ont déjà été déposées et plusieurs interpellations ont été réalisées grâce à l'action coordonnée de la Police nationale, des polices municipales et de la Brigade anticriminalité (BAC). Le Procureur de la République de Rouen a également été saisi, ainsi, que le Parquet des mineurs *"afin que les suites judiciaires soient pleinement engagées"* conclut-elle.

Lancé il y a 3 ans, le service LOVÉLO libre-service est déployé sur sept communes : Rouen, Sotteville-lès-Rouen, Petit-Quevilly, Grand-Quevilly, Amfreville-la-Mi-Voie, Darnétal et Saint-Léger-du-Bourg-Denis. Une dynamique en pleine expansion puisqu'en 2025, plus de 800 000 trajets ont été réalisés, contre un peu plus de 400 000 en 2024.

Mont-Saint-Aignan investit plus de 200 000 € pour verdir une cour de récré

Paris Normandie

5-6 minutes

La cour de récré de l'école élémentaire Pierre Curie est la troisième à être végétalisée à Mont-Saint-Aignan.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





La cour végétalisée de l'école Pierre Curie à Mont-Saint-Aignan a été inaugurée le 30 juin 2026. - Paris Normandie



Par la rédaction

Publié: 3 Juillet 2026 à 16h03 Temps de lecture: 1 min

Après un premier épisode [caniculaire](#), l'inauguration de la cour végétalisée de l'école élémentaire Pierre Curie mardi 30 juin apparaît comme une solution de fraîcheur à long terme.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Les objectifs de ces aménagements ? Lutter contre [le réchauffement climatique](#), améliorer le quotidien des enfants et du personnel encadrant, désimperméabiliser les sols grâce aux nombreuses surfaces plantées, mais également veiller à la bonne santé mentale des élèves.

« *L'ensemble des jeux collectifs ainsi que la végétalisation concourent au bien-être des enfants et permet de fédérer* », souligne le maire François Vion.

Les travaux, qui représentent un investissement 251 140 euros, ont été financés en partie par le Département, la Métropole de Rouen, l'Agence de l'eau et le fonds vert.

Un parcours ludique et éducatif

Ces aménagements ont aussi été l'occasion de créer un parcours éducatif qui rend hommage aux scientifiques Pierre et Marie Curie. « *Chaque cour est pensée avec les enfants, ce qui leur permet d'être acteurs du projet et non juste consommateurs* », précise François Vion.

Lutter contre le réchauffement climatique

Face à la hausse des températures, la Ville a privilégié l'utilisation de matériaux perméables et naturels. Le produit phare : les copeaux de bois normés, utilisés pour les aires de jeux qui permettent l'infiltration des eaux pluviales.

« L'objectif est de créer de véritables îlots de fraîcheur, d'apporter un maximum d'ombre, de végétation avec une biodiversité maximale », souligne Alexandre Boittin, concepteur paysagiste de l'agence Arc en Terre. L'école Berthelot commencera à se verdir dans les prochaines semaines.

Lire aussi



[Près de Rouen, ce bâtiment du 17ème siècle « repart de zéro » pour devenir un lieu de spectacles](#)



[Cette commune très recherchée par les médecins va aménager quatre nouveaux cabinets](#)



À Franqueville-Saint-Pierre, la rue de Belbeuf, en travaux, va devenir une zone 30km/h

Robin Rioult

5-7 minutes

À Franqueville-Saint-Pierre, les travaux de la rue de Belbeuf débuteront le 6 juillet 2026, avec un aménagement de la voirie, une nouvelle zone 30 et la poursuite de la liaison cyclable vers le lycée Galilée, la piscine et Belbeuf.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les travaux rue de Belbeuf, qui relie la route de Paris et le lycée Galilée, commencent le 6 juillet 2026. - Photo d'archives travaux route de Paris -PND



Par Robin Rioult

Publié: 5 Juillet 2026 à 19h44 Temps de lecture: 1 min

Mardi 30 juin 2026, plusieurs dizaines d'habitants étaient réunis dans la salle du conseil municipal de la mairie de Franqueville-Saint-Pierre pour discuter d'un projet dans les cartons depuis quelques années : [la mise à jour de la voirie de la rue de Belbeuf](#), qui fait le lien entre la très pratiquée route de Paris, le lycée Galilée et les équipements sportifs comme la piscine [O'Cape](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Cet aménagement figurait parmi les premiers sujets évoqués lors du premier mandat », reconnaît le maire, Bruno Guilbert, réélu en 2026. La première réunion d'information date d'avril 2022, mais la chose a été ralentie par plusieurs éléments imprévus, dont le refus d'un propriétaire de céder quelques mètres carrés de son terrain à la collectivité.

Une nouvelle zone 30 en ville

Le projet, pensé à l'échelle métropolitaine, permettra notamment de [terminer « la voie verte »](#), cette liaison cyclable et piétonne, entre Franqueville-Saint-Pierre et Belbeuf.

Selon Juliette Prevot, venue représenter la Métropole, les travaux comprendront « la création d'une voie bidirectionnelle de trois mètres de largeur, avec un revêtement en enrobé noir ».





Bruno Guilbert (en bas à droite), maire de Franqueville-Saint-Pierre, et Juliette Prevot, directrice adjointe du pôle de proximité Plateaux Robec, présentent le projet de travaux rue de Belbeuf. - PND

La chaussée, large de six mètres pour faciliter la circulation des bus, sera remise à neuf. Sans oublier un nouvel éclairage public solaire, du stationnement en engravure, des intersections repensées et un peu d'espace pour des arbres.

Une fois les travaux réalisés, la voirie, qui restera en double sens, deviendra une zone limitée à 30km/h sur près de 500 mètres.

Coup d'envoi le lundi 6 juillet

« Une écluse à sens prioritaire sera créée en amont du parking du lycée », précise Juliette Prevot. La chose devrait diminuer la vitesse tout en permettant au projet d'avancer malgré le refus de vente mentionné plus haut. En parallèle, la mairie et la Métropole vont lancer une procédure d'expropriation.

Pour profiter de la période des vacances scolaires, l'entreprise commencera à travailler le lundi 6 juillet 2026, avec une durée prévisionnelle de deux mois. « *Nous avons fait le choix de mettre en œuvre rapidement ce projet qui traîne* », résume le maire. Les travaux, financés par la métropole, la région et le fonds vert, devraient coûter près de 545 000 € TTC.

Lire aussi



« Étretat, c'est n'est pas qu'une aiguille et une arche ! » martèle le maire qui prend ses marques

Laure Ferrari

6-8 minutes

C'était une promesse de campagne aux élections municipales et elle est tenue ! Philippe Laferrière, le maire d'Étretat et son équipe tiendront régulièrement des réunions publiques. La première avait lieu jeudi. Entre mauvaises surprises et cap donné.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Plusieurs fois dans l'année la municipalité d'Étretat organisera des réunions publiques pour plus de transparence avec les habitants. - Paris Normandie/Boris Maslard



Par [Laure Ferrari](#)

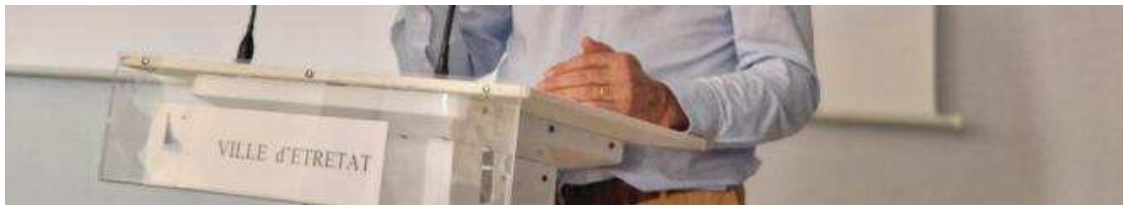
Publié: 3 Juillet 2026 à 19h45 Temps de lecture: 2 min

À tour de rôle, les élus ont pris la parole pour présenter un premier bilan d'action après trois mois de mandat et lever un coin du voile sur ce qu'ils comptent faire à court et moyen terme.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Devant une salle pleine, c'était au maire d'ouvrir le bal avec pour première intention de parler de « *choses concrètes* ». Philippe Laferrière entend bien donner du poids à Étretat au sein des instances qui décident. En trois mois, ce chef d'entreprise a gagné sa place au sein de la Communauté urbaine du Havre, à l'Office de tourisme Le Havre Étretat Normandie ou encore de différents syndicats mixtes et autres Groupements d'intérêt public (GIP) avec un objectif : « *qu'Étretat soit représentée partout* ». La maire compte rencontrer prochainement les présidents de la Région Normandie ou du Département afin d'obtenir des appuis et rappeler la particularité de sa commune : « *Notre commune compte 1 100 habitants mais passe à 8 000 l'été et voit passer 1,5 millions de touristes à gérer avec 45 agents communaux !* ».





Philippe Laferrière, maire d'Étretat. - Paris Normandie/Laure Ferrari

Des agents « pollués par des missions parasites »

Pour autant, le maire entend sortir sa commune de la carte postale et du « *surtourisme qui lui est top souvent associée* » : « *Étretat, c'est n'est pas uniquement une aiguille et une arche !* », insiste-t-il. « *Nous devons construire un récit autour de ses peintres, ses écrivains, son histoire... Il y a tellement d'autres choses ici...* ». Charge à l'équipe municipale de le faire savoir maintenant, en développant son site internet ou encore une nouvelle application interactive avec les habitants. Voir en instaurant des relations « plus souples » avec la presse, attaque à peine voilée à son prédécesseur. Et ce ne seront pas les seuls piques lancés sur la précédente gestion municipale. Au moment de présenter l'état des lieux de ce que la nouvelle équipe a trouvé en prenant les commandes de la Ville, plusieurs exemples ont été donnés.

Nous en reprendrons deux, cités lors de cette réunion publique. Le premier concerne les policiers municipaux et les ASVP (Agents de Surveillance de la Voie Publique) « *pollués par des missions parasites* » éloignées de leur cœur de métier comme « *livrer du pain à la cantine ou distribuer du courrier* » et « *sans aucune fiche de poste* » explique Jérôme Brousse, conseiller municipal.

Le second exemple concerne l'état des bâtiments communaux présenté par Jean-Michel Reymond, conseiller, architecte urbaniste de profession et expert auprès des tribunaux.

Le Clos Lupin à la limite du péril...

Pour sécuriser et rénover le patrimoine d'Étretat, la nouvelle municipalité a lancé une vaste campagne d'audit de ces bâtiments, révélant un « *état général de vétusté préoccupant* » (problèmes de mэрule et d'humidité) qui nécessite des interventions hiérarchisées. C'est notamment le cas du clos Lupin « *à la limite du péril* » où des travaux d'urgence ont été réalisés pour assurer la sécurité des visiteurs. En revanche, c'est déjà trop tard pour le presbytère « *jugé dans un état de dégradation structurelle* » tel, qu'il « *n'est plus considéré comme pouvant être sauvé* ». Sans parler de La Poste où « *des actions rapides sont nécessaires suite à la découverte de mэрule dans la charpente, causée par un défaut d'entretien des gouttières.* »

Lire aussi

[Décès de Christine Morel : « Une femme d'une grande humanité », saluent élus et habitants d'Harfleur](#)

[Météo. Échapperez-vous à la canicule en Seine-Maritime et dans l'Eure au cours de la semaine ?](#)

[« Apprendre avec plaisir » : cette application gratuite va vous faire découvrir Le Havre autrement](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Étretat \(Seine-Maritime\)](#)

Près de Rouen, les abords dangereux de ce centre commercial ne seront pas sécurisés en 2026

Frédérique Thullier

6-7 minutes

Le maire de Caudebec-lès-Elbeuf a demandé à la Métropole de sécuriser la sortie du centre commercial de L'Oison. Le dossier est pour l'instant en attente et dépend du budget 2027.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Sortir de la zone commerciale de L'Oison est, à certains moments, difficile et dangereux. - Paris Normandie



Par [Frédérique Thullier](#)

Publié: 5 Juillet 2026 à 08h12 Temps de lecture: 1 min

La sécurisation de la sortie de la zone commerciale de L'Oison, à Caudebec-lès-Elbeuf, n'est pas prévue cette année.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Nous avons fait un comptage des véhicules et un relevé topographique avec nos moyens propres mais les aménagements ne sont pas inscrits au budget 2026 », explique Christophe Néhou, directeur adjoint du Pôle de proximité Valsèrent, ce jeudi 2 juillet 2026.

En octobre dernier, le maire, Laurent Bonnaterre, avait alerté la Métropole « *sur la nécessité de mettre en place des aménagements de sécurité adaptés afin d'encadrer la vitesse et de sécuriser les déplacements des riverains* », invoquant « *un réel risque pour la sécurité des usagers et une gêne croissante pour les habitants* ».

« Une erreur »

« C'est une demande qui arrive après coup, argumente Djoudé Merabet, vice-président de la Métropole en charge de l'Urbanisme et de l'aménagement du territoire. *Le budget 2027 sera très contraint. C'est une erreur d'avoir construit un aussi [grand centre commercial](#) à cet endroit, avec la circulation des bus et le trafic routier. Tout a été pensé pour la voiture. Il faudrait d'abord améliorer l'accessibilité pour les piétons. Il manque des trottoirs pour aller, par exemple, vers Biocoop.* »

La demande de Laurent Bonnaterre risque donc d'attendre encore un moment et ce n'est pas [l'arrivée de Grand Frais](#), au printemps prochain, qui va diminuer la fréquentation de la zone commerciale.

Lire aussi

Au nord de Rouen, des travaux pour en finir avec les épisodes de turbidité du captage d'eau de Mont-Cauvaire

6-8 minutes

Le réseau d'alimentation de la métropole de Rouen est désormais relié à celui du captage de Mont-Cauvaire. © Radio France - Emmanuel Grabey

Diffusé le lundi 6 juillet 2026 à 7:31

Publié le lundi 6 juillet 2026 à 7:31

Le réseau d'eau du captage de Mont-Cauvaire, au nord de Rouen, sera connecté d'ici la fin de la semaine à celui de la métropole de Rouen. Ce sera la fin des épisodes de turbidité qui se répétaient plusieurs fois par an et rendaient l'eau du robinet impropre à la consommation.

C'en est fini de la galère pour 2.200 habitants de Mont-Cauvaire, Les Authieux-Ratiéville, Claville-Motteville, Fontaine-le-Bourg et Clères, au nord de Rouen. Leur eau du robinet est impropre à la consommation plusieurs fois par an à cause de la turbidité de l'eau quand il pleut trop, c'est-à-dire que des **particules s'infiltrent dans le captage** de Mont-Cauvaire et la polluent. Jusqu'ici, il leur fallait arrêter de la boire et de cuisiner avec, les communes distribuaient de l'eau en bouteille, toute une logistique pénible pour tout le monde à mettre en place.

Mais d'ici la fin de la semaine, autour du 11 juillet, il n'y aura plus de problème, grâce à des travaux menés à Fontaine-le-Bourg. Le souci n'a pas été résolu à la source, ce n'est pas la **turbidité du captage** qui a été réglée, mais le problème de la qualité de l'eau qui sort du robinet. *"Quand le forage deviendra turbide, ou produira de l'eau turbide à la sortie du forage, on coupera"*, explique Denis Gutierrez, le vice-président de la communauté de communes Inter Caux Vexin en charge de l'eau et de l'assainissement. *"C'est la métropole qui prendra le relais sur ses volumes pour garantir une continuité dans le service."*

La bascule entre les deux réseaux sera imperceptible pour les habitants

Pour cela, le réseau problématique a été relié par un **tuyau d'un kilomètre et demi de long** au réseau de la métropole, totalement sain, et qui passe sur le territoire d'Inter Caux Vexin. *"Nos territoires peuvent être traversés par des réseaux d'autres collectivités, ce qui est le cas à Fontaine-le-Bourg"*, poursuit Denis Gutierrez. *"Il y a un tuyau de 500mm de diamètre qui approvisionne la métropole sur la base d'un forage qui lui appartient. Dans la vallée du Cailly, on a une dizaine de forages, ils n'appartiennent pas forcément à la commune où le forage se situe. Donc vous avez des forages métropolitains dans la vallée du Cailly."*

Grâce à un **système automatisé**, les vannes s'ouvriront dès que l'eau de Mont-Cauvaire sera

polluée, et les habitants recevront l'eau de la métropole. Le changement sera imperceptible. *"Ce n'est pas une vanne qui s'ouvre d'elle-même avec une forme d'intelligence du système",* détaille Éric Herbet, le président de la communauté de communes Inter Caux Vexin. *"Il y a quand même une commande manuelle, mais en appuyant sur un bouton, vous arrivez à ouvrir l'ensemble des équipements sans vous déplacer et manœuvrer sur la route à 3 h du matin, en pleine nuit, ce qui est toujours assez compliqué. Là, d'un simple pousse bouton, vous aurez l'ouverture du réseau."*

30 centimes de plus par mètre cube

Coût total de ces travaux : 600.000 euros. Sans compter l'achat de l'eau à la métropole. Ça va forcément se répercuter sur la facture, reconnaît Denis Gutierrez. *"Ce qu'on pense, c'est que si on fournit une prestation de qualité, si on fournit une garantie en termes de quantité et qu'on sécurise cette eau potable qu'on boit naturellement lorsqu'on ouvre le robinet, on peut expliquer à nos abonnés que oui, le prix de l'eau a augmenté de 30 centimes pour un mètre cube, mais qu'en face on a une garantie de service public sur la qualité de l'eau qui est distribuée."*

Sachant que pour que l'eau ne stagne pas dans le tuyau d'interconnexion, il faudra **assurer régulièrement un débit minimal** entre les deux réseaux. Et puis Inter Caux Vexin ne pourra pas puiser sans compter dans le réseau de la métropole : une convention fixant les volumes pouvant être prélevés a été signée entre les deux intercommunalités.

- [Mont-Cauvaire](#)
- [Clères](#)
- [Fontaine-le-Bourg](#)
- [Claville-Motteville](#)
- [Authieux-Ratiéville](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Pollution de l'eau](#)
- [Intempéries](#)
- [Eau](#)
- [Santé publique](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

Décès, climatiseurs, surcharge de travail... comment l'hôpital de Dieppe fait face à la canicule

Jean-francois Caru

5-6 minutes

L'été vient tout juste de commencer et de nouvelles vagues de chaleur planent déjà au-dessus de nos têtes. Ce qui contraint l'hôpital de Dieppe et ses soignants à s'adapter.

Sur le même thème

[Canicule](#)

[Hôpital](#)

[Hôpital de Dieppe](#)

Article réservé aux abonnés



Le centre hospitalier de Dieppe doit faire face aux épisodes de chaleur, en plus des soins courants. Augmentant la charge de travail des soignants. ©Augustin Bouquet des Chaux

Par [Jean-francois Caru](#) Publié le 6 juil. 2026 à 6h00

Après un mois de juin difficile, **le thermomètre baisse** enfin à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#). Une baisse bienvenue mais dont le **répit** risque d'être, quant à lui, **de courte durée**.

Car une autre vague de chaleur plane au-dessus de nos têtes ces prochains jours.

De quoi forcément inquiéter les autorités qui ont par ailleurs dénombré en France **2 025 décès supplémentaires** au pic de la canicule, c'est-à-dire lors de la semaine du 22 juin 2026, où Dieppe a très vite franchi la barre des 40 °C.

Si à l'échelle nationale le bilan commence donc à être lourd, à l'échelle locale, à en croire le directeur adjoint de l'hôpital de Dieppe **Rémi Macarez**, la situation a plutôt bien été gérée.

De nouvelles mesures ?

« Avant l'arrivée des pics, on a commencé à se concerter avec la médecine de ville, au sein de la **CPTS**, communauté professionnelle territoriale de santé. Ce qui nous a permis d'**anticiper** et de **travailler** ensemble », atteste-t-il d'emblée, avant d'ajouter : « L'idée étant que le temps passé à l'hôpital soit le plus court possible pour permettre aux patients de repartir chez eux dès que leur état le permet et que les professionnels de santé de ville puissent prendre le relais ».

Résultat : « **On n'a pas enregistré de décès**, pas à ma connaissance ».

Interrogé sur les mesures à mettre en place en cas de nouvelle canicule, Rémi Macarez affirme : « **On se prépare à la suite**. On tire des leçons, déjà, de nos organisations qui ont fait leurs preuves sur ces premiers pics avant l'été, mais on ne reste pas, bien sûr, les bras croisés ».

Comment rester mobilisé ? « On a passé des **commandes de ventilateurs**, de **climatiseurs**, de manière à étoffer encore notre parc » partage-t-il. Il ajoute, sans en dévoiler la date, qu'ils arriveront « dans les **meilleurs délais** ». En espérant à temps.

Il explique par ailleurs qu'il existe le plan Hôpital en tension. « On l'active plutôt en période hivernale quand il y a un pic épidémique. Ça veut dire qu'une fois arrivés, les patients ne sortent pas le lendemain. Donc en fonction de la montée de la vague, on organise l'**ouverture de nouveaux secteurs hospitaliers** pour nous permettre de l'absorber », raconte-t-il.

Un personnel hospitalier en difficulté ?

Si la canicule engorge les hôpitaux, elle a aussi pour conséquence une **augmentation de la charge de travail** du personnel hospitalier.

Questionné au sujet d'une **potentielle fatigue** éprouvée par les soignants, ce dernier répond : « On est évidemment très vigilant à ça, d'autant plus qu'on approche de la période estivale. On sait qu'on va avoir un certain nombre de touristes qui vont arriver. Concernant les retours des personnels, **on n'a pas eu de difficultés majeures qui nous ont été transmises** ».

Contacté, **Franck Dumont**, secrétaire de l'union locale de la CGT des hospitaliers de Dieppe, ne partage pas ces dires. « Nous, on fait remonter des problématiques liées à la chaleur à l'hôpital ou dans la maison de retraite, la direction ne peut pas dire qu'elle n'est pas au courant ».

Il confirme que le surplus de travail crée aussi « de l'usure chez les collègues », pointant un manque de personnel dans les professions paramédicales, infirmières, aides-soignantes, agents de service hospitalier.

Rémi Macarez insiste pour conclure sur les bons **gestes à adopter** en cas de difficultés. « On reste vigilant. À l'occasion d'un nouveau pic de canicule, **appelez d'abord le centre 15** de manière à éviter de trop vous précipiter au service des urgences et de manière à pouvoir vous rapprocher de la médecine de ville », conclut-il.

De quoi, peut-être, soulager la charge de travail des soignants en cette **période estivale**, qui s'annonce **particulièrement chaude** et ce n'est que le début.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Cheffe des urgences adultes du CHU de Rouen, le Dr Roussel se prépare à la prochaine vague de chaleur

Dorothée Brimont

7-9 minutes

Alors que la Normandie sort à peine de la canicule, une vague de chaleur s'apprête à déferler sur la région. Aux urgences du CHU de Rouen, le Dr Roussel se penche sur les premiers retours d'expérience pour préparer l'été.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Dorothée Brimont](#)

Publié: 4 Juillet 2026 à 14h16 Temps de lecture: 1 min

Sur le pont lors de la canicule du mois de juin 2026, le Dr Mélanie Roussel, cheffe du service des urgences adultes au CHU de Rouen, dresse le bilan de cet épisode de chaleur. Elle se prépare également pour la prochaine vague attendue à partir du 6 juillet en Normandie.



Dr Mélanie Roussel est cheffe du service des urgences adultes du CHU de Rouen - DR

L'épisode caniculaire est clos depuis près d'une semaine. Comment cela s'est-il passé aux urgences du CHU de Rouen ?

« Nous avons vu monter l'arrivée des malades, avec une très claire augmentation de l'activité à partir du jeudi 25 juin, et qui est allée très crescendo vendredi. Les malades étaient en coup de chaleur environnementale, ou en [hyperthermie dépassée](#). Il a fallu les refroidir le plus rapidement possible. C'est une typologie de malades que, dans nos régions, nous n'avons pas l'habitude de voir. On les voit habituellement quand il fait très chaud en sortie de marathon, ou ce genre de choses, mais pas à ce niveau-là, à cette ampleur-là. »

Vous avez des chiffres ?

« Nous avons eu entre 20 et 25 % d'activité supplémentaire sur les urgences, et entre 30 à 40 % d'appels en plus en régulation au SAMU. Il y a eu une vraie suractivité en régulation. Ils ont essayé d'expliquer à un maximum de personnes les techniques de refroidissement pour faire descendre leur température. Leur rôle a été primordial pour protéger les urgences d'une arrivée massive de patients. »

Pouvez-vous nous rappeler ces techniques de refroidissement ?

« C'est tout simplement s'immerger dans l'eau, prendre un bain froid. La douche seule, le ruissellement ne suffit pas forcément. Utilisez une baignoire ou petite piscine d'enfant, ce que vous avez à disposition. Mais rien que de faire ruisseler de l'eau froide, ça reste une bonne technique. »

Dans les jours qui ont suivi la fin de la canicule, avez-vous été confronté au phénomène de décompensation chez les patients ?

« Nous, c'est ce qu'on a vu d'emblée sur le pic de canicule et les jours qui ont suivi. C'est-à-dire que ce sont [des malades qui arrivent dans des états graves](#) parce qu'ils ont souffert de la déshydratation. La déshydratation a des conséquences. Vos reins se mettent à moins bien fonctionner. Quand vous êtes un peu fragile, ça a des retentissements sur votre cœur. Là, la machine s'emballe. Ce sont des patients qu'il va falloir hospitaliser. Il va falloir les réhydrater, les surveiller et adapter leur traitement pour limiter les conséquences de cet épisode. »

Votre service a également subi la canicule avec une hausse de l'activité et l'absence de climatisation. Vos équipes ont réussi à récupérer ?

« On a eu chaud effectivement. Les équipes ont été assez éprouvées le week-end de la canicule, avec ces patients graves qui arrivaient massivement. Là, on est sur la période de refroidissement, c'est-à-dire que les malades ont été admis en hospitalisation. Et nous sommes revenus sur des niveaux d'activité habituels à cette période de l'année. Mais le personnel a été très clairement éprouvé. Refroidir ces patients, ça demande un niveau de soins important et un engagement important. On va faire en sorte qu'ils se ressource un peu pour pouvoir attaquer le reste de l'été. »

Une nouvelle vague de chaleur devrait toucher la Normandie. Elle ne devrait pas être aussi intense que la précédente mais est-ce que les organismes auront eu le temps de récupérer ?

« On aura des pics de température estivale. Mais à cette période de l'année, ce n'est pas très choquant d'avoir de temps en temps 30 ou 31°. En revanche, ce qu'il faut, c'est qu'on arrive à descendre en température la nuit pour que les organismes aient le temps de se reposer. Pour l'instant, c'est ce qui est prévu. [On attend de voir les prévisions du week-end du 14 juillet](#). À ce stade, les prévisions météo ne sont pas suffisamment stables pour se projeter. »

Vous craignez un nouvel épisode caniculaire ? Est-ce que le précédent a laissé des traces ? Est-ce qu'il y a de l'appréhension ?

« Les organisations ont dû s'adapter très rapidement, et donc il y a des choses à revoir et à analyser parce qu'on peut toujours faire mieux. On y travaille. Je sors actuellement d'une cellule post-crise, pour faire [un retour d'expérience](#) : voir quelles organisations on conserve et quelles sont les perspectives pour la potentielle prochaine vague. On s'y prépare. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a un petit traumatisme dans les équipes. Dès que les températures vont remonter, on va craindre effectivement de retourner dans ce type d'épisode, ça c'est certain. »

Lire aussi



Innovation : dans cette clinique près de Rouen, une prostate en 3D pour mieux détecter les cancers

Robin Rioult

6-8 minutes

Un nouvel équipement permet désormais aux urologues de la clinique du Cèdre de Bois-Guillaume de réaliser des opérations de détection du cancer de la prostate plus efficace, notamment grâce à la 3D.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par Robin Rioult

Publié: 5 Juillet 2026 à 07h31 Temps de lecture: 1 min

Si les examens qui le concernent font l'objet de tout un tas de blagues potaches, le cancer de la prostate reste une véritable menace pour les hommes de plus 50 ans.

Cancer masculin le plus fréquent en France, il représente environ 25 % de tous les cancers chez les hommes et peut s'avérer redoutable, car asymptomatique. Sa détection est donc un enjeu de santé publique majeur.

Une réalité bien connue de la clinique du Cèdre à Bois-Guillaume. Depuis peu, le bloc opératoire est équipé d'une nouvelle machine, la plateforme Koelis Trinity.

« Doté de sondes transrectales et transpérinéales à ultrasons 3D uniques », cet instrument permet de faciliter les biopsies, ces opérations qui consistent à prélever de minuscules fragments de prostate afin de détecter toute trace de cancer.

Nouvel équipement, nouvelle méthode

Selon le docteur François-Xavier Nouhaud, urologue, cette machine, qui fait désormais partie de son quotidien, coûte « un peu plus de 100 000 euros ».

Son avantage ? Elle permet au médecin d'avoir accès à une reconstitution 3D de la prostate de son patient, du début à la fin des prélèvements. Une fois l'examen terminé, cette reconstitution est conservée.



Dans le bloc opératoire de la clinique du Cèdre, à Bois-Guillaume, l'instrument Koelis Trinity

permet aux médecins d'aborder avec plus de précision tout risque de cancer de la prostate. - PND

Risque d'infection diminué

En plus de l'innovation technologique, la clinique s'est aussi mise à jour sur le plan méthodologique. Selon François-Xavier Nouhaud, passer par la voie transpérinéale (entre les organes génitaux et l'anus, NDLR) n'a pas toujours été la méthode privilégiée en France.

« C'est une voie qui existe de longue date mais qui a récemment gagné en popularité, explique le médecin. L'année dernière, la publication d'une étude anglaise très solide a mis en évidence un intérêt diagnostique supérieur d'une part, mais également un risque infectieux diminué. »

Plus de précision, moins d'infections, le patient est gagnant sur les deux plans.

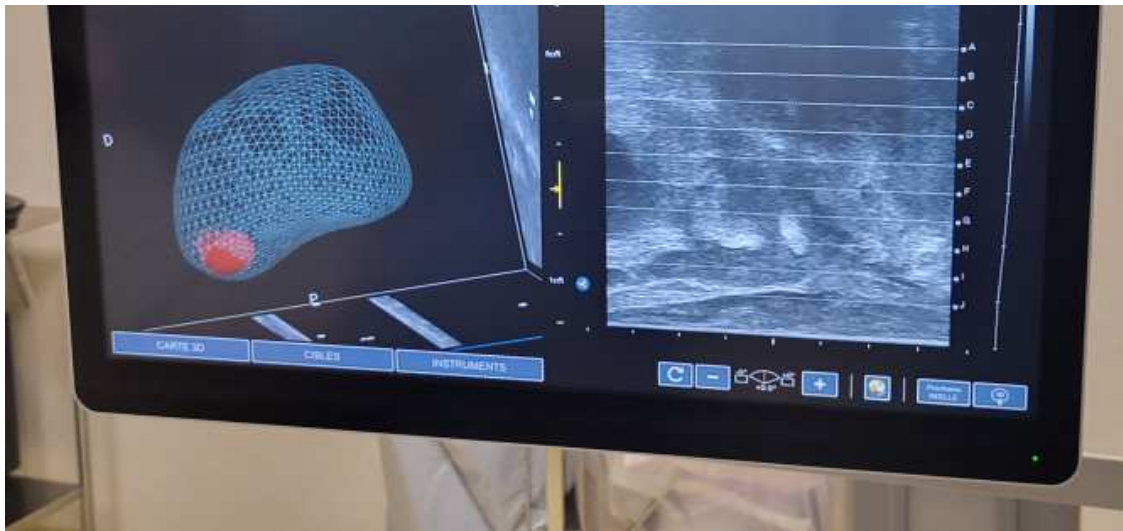


En salle d'opération, grâce à ce nouvel instrument, le docteur Nouhaud peut opérer ses patients en s'aidant d'une reconstitution 3D de la prostate biopsiée. - PND

Une machine très pratique

Et pour en mesurer les effets, rien de mieux que d'enfiler une tenue appropriée et de suivre le médecin au bloc opératoire de la clinique. Au programme : la biopsie d'un patient septuagénaire, volontaire anonyme. Plutôt ergonomique, la plateforme Koelis Trinity s'avère très utile.





Grâce à sa sonde transpérinéale, le Koelis Trinity permet au médecin d'observer une reconstitution 3D très précise de la prostate du patient. - PND

« Hier, je me suis mis sur l'ordinateur et j'ai fait le précontour de l'IRM de la prostate, explique François Xavier Nohaud. Le module échographique, intégré à l'ordinateur, va importer ce dernier » et l'intégrer à ses propres informations.



Le modèle 3D, reconstitué par la machine, est conservé. Il pourra être réutilisé par les médecins. - PND

De quoi créer un modèle 3D très pratique. En pleine opération, la main sur ses outils, le docteur Nohaud peut tourner la tête vers la droite et avoir accès à tout un tas de données essentielles. Le praticien récolte calmement plusieurs échantillons. Sur l'écran, chaque micro-percée sur la prostate est ajoutée à la reconstitution. Autant dire que les cellules cancéreuses n'ont qu'à bien se tenir.

Cathédrale Notre-Dame de Rouen : avant-dernière étape du chantier de la flèche

Clémentine Baude

3-4 minutes

Après dix ans de travaux, le chantier de réfection de la flèche de la cathédrale Notre-Dame de Rouen (Seine-Maritime) entame l'avant-dernière phase du chantier.

C'est un cap décisif, l'avant-dernière étape du chantier de la flèche a été lancée. Il vient compléter cinq phases de réfection qui se sont succédé sur l'édifice de 2018 à 2025 : de la partie basse de la flèche (76 à 83 mètres) à la partie haute, entre 103 et 129 mètres.

La flèche, édifiée à partir de 1824 et inaugurée en 1876, se caractérise par son style néogothique. Sa réalisation, en fonte, s'élève à 151 mètres du sol. Dès 1939, d'importants désordres ont été observés.

En 1974, des travaux de consolidation de la structure furent engagés avec un doublement interne par une structure en acier Corten.

La phase 6 sera consacrée à la réfection du lanternon et du flèche-ton (entre 129 et 151 mètres de hauteur). Cette nouvelle tranche de travaux durera 14 mois, pour un budget de 2,7 millions d'euros TTC, entièrement financés par l'État via le Ministère de la Culture. Les travaux se concentrent structurellement plus bas sur la flèche, notamment au niveau du tabouret pour les raccordements et les accès, limitant l'impact visuel extérieur par rapport aux échafaudages massifs des phases précédentes.

[Les rénovations ont débuté en 2016 pour la flèche de la cathédrale de Rouen. Elles devraient s'achever en 2028. • © Felix Bollez / France Télévisions](#)

Les opérations principales prévues sont :

- La réfection du lanternon et du flèche-ton. Vérification des assemblages d'origine en fonte et de la structure interne en acier Corten, indispensable pour stabiliser définitivement l'ouvrage,
- Un démontage partiel de l'échafaudage inférieur a été effectué pour repositionner *"l'échafaudage tambour"* sur ce tronçon, *"évitant ainsi de faire peser une charge excessive sur la structure en pierre de la cathédrale"* a indiqué dans un communiqué le cabinet de la préfecture.

Les entreprises sollicitées pour ce chantier devront gérer le décapage des peintures anciennes *"sous protocole strict de confinement plomb"*, avant l'application des nouvelles peintures de protection anticorrosion.

S'en suivra la dépose et la repose des décors et des structures.

Enfin, entre le 20 et le 30 juillet prochain, la dépose du coq sera effectuée, pour être restauré.

En tout, plus de 18 millions ont été engagés pour la restauration de cet édifice.

Harfleur. L'ancienne maire PCF Christine Morel est décédée, drapeaux en bernés dans la commune pendant une semaine

Alexandre Leno

2-3 minutes

Christine Morel, ancienne maire PCF d'Harfleur, est décédée à l'âge de 64 ans, a-t-on appris samedi 4 juillet, après un post Facebook de son successeur à la mairie, Tony Leprêtre (Les Patriotes). *"C'est avec émotion que j'ai appris le décès de Madame Morel, ancienne maire d'Harfleur... Au-delà des différences de sensibilités politiques, son engagement mérite le respect"*, a lancé l' élu sur ses réseaux sociaux tout en annonçant une minute de silence en hommage à l'ancienne maire, lundi 6 juillet lors du conseil municipal. Par ailleurs, *"les drapeaux de la ville seront mis en berne pendant sept jours"*, poursuit Tony Leprêtre dans son communiqué.

Des hommages unanimes

- Lire aussi. [Harfleur. Elu à dix voix près, le maire Les Patriotes Tony Leprêtre voit son élection annulée](#)

A gauche aussi, les hommages se multiplient pour l'ancienne maire d'Harfleur, à l'image du communiste Jean-Paul Lecoq, candidat à la mairie du Havre : *"Christine était une femme, une militante, une élue d'une grande humanité, éprise de paix, pédagogue, combative. Sa pondération, sa simplicité, son opiniâtreté forçaient le respect de ceux qui l'ont côtoyé. Elle va nous manquer..."* Le maire de Montivilliers, près du Havre, a également honoré sa mémoire. *"Femme de cœur, attentive aux autres, elle a marqué tous ceux qui ont eu la chance de travailler à ses côtés... Je garderai le souvenir d'une collègue estimée"*, lance l' élu qui formait à ses côtés un "binôme" depuis 2021 au Conseil Départemental de Seine-Maritime.

Un parcours politique engagé

Christine Morel, maire d'Harfleur de 2015 à 2026, avait décidé de ne pas briguer de troisième mandat en laissant la main à son directeur de cabinet Kevin Crochemore. Elle était également vice-présidente de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole.

L'ouverture à la concurrence des trains à Rouen est suspendue : on vous explique la raison et les conséquences

Adrien Filoche

4-5 minutes

En juin 2026, l'appel d'offres de la Région Normandie pour l'ouverture à la concurrence de l'exploitation des trains de l'étoile de Rouen a été suspendu. Quelle est la raison ?

Sur le même thème

[Région Normandie](#)

[SNCF](#)

[Transport](#)

Article réservé aux abonnés



En juin 2026, l'appel d'offres de la Région Normandie pour l'ouverture à la concurrence de l'exploitation des trains de l'étoile de Rouen a été suspendu. (©Illustration/Archives Jean-Paul BARBIER)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 6 juil. 2026 à 6h44

Un coup d'arrêt ? En juin 2026, l'appel d'offres de la [Région Normandie](#) pour l'ouverture à la

concurrence de l'exploitation des trains de l'étoile de [Rouen](#) a été suspendu. Pour rappel, la Région avait lancé cette **procédure d'ouverture à la concurrence** le 13 octobre 2025, deux ans après Caen. Le futur exploitant aura en charge les lignes Rouen-Le Havre ; Rouen-Dieppe ; Rouen-Amiens ; Yvetot-Elbeuf ; Paris-Dieppe ; Fécamp-Le Havre. **Mais pourquoi cette suspension subite ?** Et quelles sont les conséquences ?

Qui sera le nouvel exploitant de l'étoile de Rouen ?

« Les candidats ont déclaré que l'éclatement des installations de maintenance sur deux sites serait susceptible d'engendrer des contraintes organisationnelles, sécuritaires, et sociales de nature à affecter la performance globale du service public du lot étoile de Rouen », fait savoir la Région Normandie, interrogée par *76actu*.

Dans un communiqué publié le 29 juin dernier, la CGT Cheminots Normandie estime de son côté que cet arrêt est un « nouvel aveu des difficultés majeures engendrées par l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs ».

Face au risque de ne voir subsister qu'un seul candidat, la Région a préféré mettre la procédure en pause. Cette décision démontre que le modèle vanté de la concurrence se heurte à une réalité industrielle bien plus complexe que les discours politiques.

« Ils souhaitent disposer d'installations qui leur seraient propres, remettant ainsi en cause l'organisation industrielle historique du ferroviaire », note la CGT qui plaide pour une **suspension de la mise en concurrence**.

Pour la Région, « la création d'installations dédiées au lot étoile de Rouen apparaît comme de nature à lever ces contraintes et à optimiser l'exploitation des différents lots, dans l'intérêt du service public, des opérateurs et des usagers ».

En raison de ces ajustements, une nouvelle procédure de mise en concurrence a donc été enclenchée et la précédente a été suspendue.

« Une obligation européenne et nationale »

Cette mise en concurrence est « une obligation européenne et nationale. Toutes les Régions devront ouvrir à la concurrence, au plus tard en 2033 », rappelait le vice-président de la Région Normandie en charge des transports **Jean-Baptiste Gastinne**, en avril 2025 dans les colonnes de *76actu*.

Initialement, le choix devait être validé en décembre 2027 par la Région, tandis que l'exploitation devait débuter à partir de 2029 pour une durée de 10 ans.

Cette suspension entraîne des changements de calendrier. « À date, de manière prévisionnelle, la mise en exploitation future du lot Etoile de Rouen pourrait intervenir en 2022 ou 2033 », détaille la collectivité.

À noter que pour la ligne Paris-Rouen-Le Havre, sans doute la plus importante du réseau rouennais, un autre appel d'offres devra être lancé séparément par la Région.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Politique. Edouard Philippe a lancé sa campagne présidentielle : que faut-il retenir de son premier meeting à

Clémentine Baude

6-7 minutes

Ce dimanche 5 juillet 2026, Édouard Philippe a animé son premier meeting, à l'Adidas Arena, à la porte de la Chapelle dans le nord de Paris. L'occasion de dévoiler une partie de son programme qu'il qualifie de "massif". "Mon seul objectif est de faire avancer la France".

Il s'est présenté devant 4.000 à 5.000 personnes. Et il n'y est pas allé par quatre chemins : *"Tout n'est pas perdu"*, *"pour peu qu'on dise la vérité"* et *"qu'on tienne enfin ce qu'on promet"*, a lancé Édouard Philippe dimanche lors de son premier meeting de campagne présidentielle, à l'Adidas Arena à Paris. Il n'a pas hésité à évoquer ses racines normandes, sa famille, l'école, le regard des autres sur la maladie - il a souffert d'un vitiligo puis d'une alopecie.

Regardez le reportage d'Arthur Deshayes

durée de la vidéo : 00h01mn47s



Le premier meeting d'Edouard Philippe s'est déroulé ce dimanche 5 juillet à Paris. • ©AFP/TV

Le candidat souhaite *"remettre de l'ordre dans les affaires de la France"* et faire de *"l'intérêt de nos enfants"* la *"boussole du prochain quinquennat"*.

Mais la France est *"un pays qui sait très bien, je le crois, que tout n'est pas perdu, pour peu qu'on lui dise la vérité, qu'on lui montre la route et qu'on tienne enfin ce qu'on promet"*, a déclaré l'ancien

Premier ministre. *"Ici, maintenant, nous lançons l'effort collectif qui va nous permettre de reprendre en main le destin de notre pays"*, a-t-il ajouté.

Que faut-il retenir de cette première date pour le candidat à la présidentielle de 2027 ?

- **Des efforts annoncés**

"Je demanderai des efforts, mais des efforts justes, partagés et étalés dans le temps", a promis Edouard Philippe dimanche lors de son premier grand meeting de campagne présidentielle, expliquant notamment vouloir *"préserver les ouvriers, les salariés modestes, les indépendants"*.

M. Philippe *"assume"* en revanche de dire aux retraités qu'ils devront *"contribuer davantage au financement de notre modèle social"*, *"aux cadres et aux employés du secteur public et privé qu'il faudra travailler plus longtemps"* et *"à l'Etat, à ses agences, aux collectivités, que les Français attendent d'eux qu'ils se serrent la ceinture et donnent l'exemple"*.

- **La refonte massive de l'école**

Édouard Philippe proposera lors de la campagne présidentielle *"une refonte massive de l'école"*, *"la plus importante peut-être depuis Jules Ferry"* car c'est *"la clé du redressement français"*, a-t-il annoncé.

Cet attachement des français à leur école a été au cœur de la république pendant un siècle. Cette confiance est érodée, remise en cause... A nous de la remettre, c'est la condition à la survie de la République.

Edouard Philippe, Candidat à l'élection présidentielle 2027

"Je serai le président de ce retour de l'école au cœur de la République et de l'élève au cœur de l'école", a assuré le président d'Horizons, qui souhaite notamment *"que chaque élève de France ait accès à un soutien scolaire universel, combinant assistant IA personnalisée et brigades de professeurs, voire d'anciens professeurs et d'étudiants volontaires"*. Il rajoute un peu plus loin dans son discours : *"Faisons du métier de professeur un métier respecté"*.

Les plus grands héros sont les mères de famille. Quand je vois celles qui autour de moi conjuguent activité pro, vie perso, je suis admiratif, reconnaissant, convaincu que notre société se portera mieux quand les femmes auront les moyens, plus d'autorité.

Edouard Philippe, Candidat à l'élection présidentielle 2027

- **Se baser sur son expérience locale**

Édouard Philippe le rappelle, il a été maire pendant 16 ans, où il a servi *"havraises et havrais"*. Il souhaite capitaliser sur cette expérience. *"Je suis père et maire, presque tout ce que j'ai appris, en politique, je l'ai appris au Havre."*

Je me suis battu face aux problèmes d'incivilités, la fermeture des écoles, la rénovation urbaine, l'adaptation de la ville au changement climatique. J'ai mouillé la chemise.

Edouard Philippe, Candidat à l'élection présidentielle 2027

Il souhaite aussi mettre en œuvre un plan fret ferroviaire, un meilleur accès à l'eau pour tous les usagers, mais aussi investir dans les technologies pour réduire les émissions.

[Entre 4000 et 5000 personnes étaient rassemblées pour assister au premier meeting d'Edouard](#)

Son discours d'environ 1h15, était censé marquer les esprits et galvaniser les troupes de l'ancien Premier ministre, toujours en avance sondagière sur ses concurrents du bloc central Gabriel Attal (Renaissance) et de droite Bruno Retailleau (LR), et à deux jours de la décision judiciaire qui décidera de l'identité du candidat du Rassemblement national, de Marine Le Pen ou Jordan Bardella. *"Ici, maintenant, nous lançons l'effort collectif qui va nous permettre de reprendre en main le destin de notre pays. Nous allons prendre le pouvoir !"*, a lancé le maire du Havre devant ses partisans.

Sur le plan politique, plus d'un millier d'élus étaient présents, selon Horizons. Dont un certain nombre de visages extérieurs dont le soutien avait été distillé dans la semaine: pour Renaissance, la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon et son collègue ministre Mathieu Lefevre, en plus de quelques députés (Astrid Panosyan-Bouvet, Marc Ferracci). Le ministre LR Nicolas Forissier était également présent, de même que deux députés MoDem ou encore le président du Parti radical, Laurent Hénart.

Avec AFP

Édouard Philippe entre en campagne présidentielle : le maire sera-t-il présent au Havre ces prochains mois ?

Eloïse Aubé

4-5 minutes

Le dimanche 5 juillet 2026, Édouard Philippe tient son premier grand meeting à Paris, point de départ de sa campagne à l'élection présidentielle. Quid de la gestion du Havre ?

Sur le même thème

[Édouard Philippe](#)

[Présidentielle 2027](#)

Article réservé aux abonnés



Le maire du Havre, Édouard Philippe s'apprête à partir en campagne pour l'élection présidentielle. (©EA/76actu)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 5 juil. 2026 à 9h44

Cela fait longtemps qu'il ne s'en cache plus. Le maire du [Havre](#) et fondateur du parti Horizons **Édouard Philippe** a annoncé sa [candidature à l'élection présidentielle](#) le 3 septembre 2024. À ce titre, il a multiplié, même (un peu) pendant la campagne des **élections municipales**, les meetings et les rencontres sous la bannière de son parti. Jusqu'à annoncer, il y a un peu plus d'un mois un

premier grand meeting le 5 juillet 2026 pour marquer son entrée dans l'**arène présidentielle**.
Quid de sa présence au Havre durant la campagne ?

Édouard Philippe, candidat à la présidentielle et maire du Havre

L'enjeu à l'échelle locale est de savoir si, après cette date, l'édile sera moins présent (ou pas) à la tête de sa commune pour répondre aux besoins de la campagne qu'il s'apprête à jouer. Doit-on d'ores et déjà envisager un (ou une) maire remplaçant en cas d'absence prolongée ?

Dans son entourage, on assure que **rien ne va changer** après ce meeting dans la gestion de la municipalité havraise. Ou presque. Jusqu'à présent, le maire du Havre était dédié deux jours par semaine à ses déplacements en-dehors de la cité Océane. Dès la rentrée, on passera en moyenne à **trois jours par semaine**. Ce qui ne l'empêchera pas, toujours d'après ses proches, de prendre la tête des conseils municipal et communautaire dont il est le président.

Si des événements municipaux ont lieu en son absence dans les semaines à venir, ce sont les élus, en charge du portefeuille concerné qui couperont le ruban ou gèreront les discours. « Chacun sait ce qu'il a à faire », nous indique-t-on.

« Il restera maire jusqu'au bout », reprend son entourage. Comprenez qu'aucun maire ne sera nommé pour garantir l'interim d'Édouard Philippe pendant cette campagne présidentielle.

Quid du successeur ?

Reste à savoir qui prendra la relève en cas de **victoire présidentielle**. Le premier nom sur les lèvres est bien sûr son premier adjoint **Jean-Baptiste Gastinne**, qui a pris la [tête de la ville entre mars 2019 et juillet 2020](#) après une vive polémique avec Jean-Luc Lemonnier, son prédécesseur.

Mais rien ne garantit cette nomination (voir encadré ci-dessous).

Si un maire devient président de la République

En France, la loi interdit à un président de la République de cumuler des mandats. Ainsi, si un maire accède à cette fonction, c'est son premier adjoint qui assurera l'intérim pour les actes courants. Et ce, en attendant que le conseil municipal se réunisse pour élire un nouveau maire parmi les conseillers. Attention, c'est une élection qui n'est pas ouverte aux habitants mais bien aux membres du conseil municipal.

Alors qui ? Du côté de l'opposition municipale, on indique ne rien savoir de ce qui pourrait se dessiner. « On n'en sait pas plus », indique-t-on.

Certains murmurent que l'échiquier à venir pourrait se dessiner à la rentrée de septembre. Pour l'heure, l'opacité est de mise dans les couloirs de la mairie. Jusqu'à quand ?

Suivez l'actualité du Havre sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Y a-t-il vraiment de plus en plus de touristes sur le littoral de la Baie de Somme et des Villes Sœurs ?

Benoit Doyen

8-10 minutes

Des parkings saturés, des plages bondées, des rues noires de monde : le sentiment d'un littoral de plus en plus assailli par les touristes s'impose de plus en plus chez les locaux.

Sur le même thème

[Baie de Somme](#)

[Tourisme](#)

[Villes Sœurs](#)

Article réservé aux abonnés



Beaucoup de locaux trouvent que les touristes sont de plus en plus nombreux sur le littoral. Mais est-ce vraiment le cas ? ©Lucas Farcy

Par [Benoit Doyen](#) Publié le 5 juil. 2026 à 20h46

Sur les parkings saturés, dans les rues des **stations balnéaires** ou sur les sentiers de randonnée des littoraux samarien et seinomarin, c'est un constat qui revient de plus en plus inlassablement, comme un refrain estival : « Il y a de plus en plus de monde ! »

Mais est-ce que ce ressenti est fidèle à la réalité, et que se passe-t-il lorsqu'on le confronte à la réalité des **chiffres** ? Pour tenter de répondre à ces questions, nous avons jeté un œil du côté des **bilans** du **tourisme** de l'année dernière sur le secteur. Et ce qui en ressort est un peu plus nuancé que ce à quoi on pourrait s'attendre.

1. Dans la Somme

L'indicateur des nuitées

L'un des indicateurs permettant de mesurer efficacement la **fréquentation** d'un secteur est le nombre de nuitées touristiques, comprenez le nombre total de nuits passées par des visiteurs sur un territoire, tous hébergements confondus.

Et si l'on se réfère au bilan 2025 de **Somme Tourisme**, la fréquentation ne connaît pas spécialement de hausse marquée. Le département totalise l'année dernière environ 11 millions de nuitées touristiques, soit une baisse de 4 % par rapport à 2024. Les hôtels suivent la même tendance, avec 522 800 nuitées (-4 % là aussi), malgré un taux d'occupation en légère hausse (61.6 %, + 0.7 points).

Autrement dit, les hébergements sont un peu mieux remplis... mais sur des durées plus courtes. La rotation des visiteurs s'accélère.

Les habitudes changent

Et ce n'est pas le seul changement en cours. Il y en a un autre qu'il est facile d'observer : la transformation des modes de séjour.

Alors que le nombre de nuits en **hôtel** est en recul comme on l'a vu plus haut, les campings enregistrent de leur côté une forte progression, avec + 16,6 % de nuitées en 2025 par rapport à l'année précédente.

Autre hausse : celle des locations de courte durée type **Airbnb**, **Abritel** ou **Booking**, qui continuent de s'installer dans le paysage avec 9 100 hébergements disponibles à l'échelle du département (+ 4,6%) et 736 200 nuits louées (+ 7%).

Le tourisme ne connaît donc pas de variation franche, mais il se transforme. Il se répartit différemment dans le temps et dans l'espace : les séjours se font plus courts, la fréquentation se concentre sur certains week-ends ou périodes **météo** favorables, et les modes d'hébergement se diversifient.

Une évolution qui rend la fréquentation plus difficile à lire avec les indicateurs classiques, et qui accentue les effets de saturation ponctuelle sur certains sites, particulièrement sur le littoral. (Le chemin de fer de la **Baie de Somme** de [Saint-Valery-sur-Somme](#) a par exemple été le troisième site le plus visité du département l'année dernière avec 214 500 visites, soit une hausse de 6 % par rapport à 2024).

La variable

Une dernière variable, qui passe sous les radars de l'indicateur des nuitées, vient compliquer encore un peu plus la situation : les visiteurs à la journée. Des touristes qui ne dorment pas sur place, mais qui occupent plages, parking, restaurants et autres pistes cyclables.

C'est là que se joue une bonne partie du décalage entre ressenti et statistiques. Car ces visiteurs d'un jour, souvent venus de proximité, concentrent leur présence sur quelques heures et quelques lieux bien précis. Résultat : des pics de fréquentation très visibles, sans que cela ne se traduise forcément dans les statistiques d'hébergement.

2. En Seine-Maritime

Une autre paire de manches

La situation se contraste davantage encore si l'on regarde, en parallèle, la situation au niveau de la **région Normandie**. Là, pour le coup, la hausse est bien réelle, et mesurée.

Selon l'**Insee**, la région a enregistré en 2025 plus de 13,1 millions de nuitées, soit une hausse de 7,2 % par rapport à 2024, atteignant son plus haut niveau depuis la crise sanitaire de la **Covid**.

Une progression plus rapide que la moyenne nationale qui confirme un regain d'attractivité, mais qu'il faut encore une fois nuancer. Car ce cru **2025** peut s'expliquer par un alignement des planètes très favorable : non seulement la météo a été ensoleillée une bonne partie de la saison, mais le territoire a aussi bénéficié d'événements d'ampleur, comme le passage du **Tour de France**.

La Seine-Maritime attire

Autre élément clé : le poids du littoral, et en particulier celui de la Seine-Maritime. Avec environ 2,7 millions de nuitées l'an dernier, le département s'impose comme l'un des piliers de la fréquentation touristique régionale.

Entre de grands sites comme les falaises d'Étretat, les stations balnéaires réputées comme Dieppe ou [Le Tréport](#), et la présence non loin de grands bassins de population comme l'Île-de-France, la Seine-Maritime bénéficie d'un positionnement stratégique.

Le territoire attire donc autant pour ses paysages emblématiques que pour son accessibilité, ce qui en fait une destination privilégiée pour les courts séjours ou les escapades le temps d'un week-end. Autrement dit, ici aussi le phénomène est très géographiquement marqué : la mer attire.

Des évolutions

Tout comme chez son voisin picard, le tourisme normand évolue aussi dans sa composition. La dynamique repose ici en partie sur un retour en force des touristes étrangers, qui représentent désormais près d'un tiers des nuitées et dont la fréquentation a augmenté en 2025 pour la troisième année consécutive.

Dans le détail, ces touristes viennent majoritairement des Pays-Bas, du Royaume-Uni, d'Allemagne et de Belgique.

Côté types d'hébergement, tous ne profitent pas de cette embellie de la même manière. La progression est largement portée par les campings (+8%), qui concentrent à eux seuls une part importante de la croissance, ainsi que par les autres hébergements collectifs (résidences de tourisme, villages vacances...), avec + 17,5 %. À l'inverse, les hôtels affichent une progression plus modérée : + 2,3 %.

En résumé on peut dire que, en Normandie aussi, l'évolution du tourisme dépasse la simple

question du volume. Ce n'est pas seulement le nombre de touristes qui change, mais aussi et surtout la manière dont ils séjournent.

Le bilan

Alors y a-t-il vraiment de plus en plus de touristes sur le littoral ? La réponse, au fond, est moins tranchée qu'il n'y paraît.

Dans la **Somme**, les chiffres de l'année dernière ne montrent pas forcément de hausse franche de la fréquentation. Le sentiment d'affluence, lui bien réel, s'explique surtout par une transformation progressive du tourisme : des séjours plus courts, des visiteurs plus mobiles, et une fréquentation concentrée sur certains moments et certains lieux.

En **Normandie**, la dynamique est différente, avec une hausse réelle observée en 2025. Mais là aussi un certain recul est à prendre sur les évolutions : aux manières de voyager qui changent s'ajoute plusieurs variables conjoncturelles (météo, événements...) qui rend difficile un constat franc et tranché.

Au final, le littoral n'est peut-être pas forcément beaucoup plus fréquenté qu'avant, mais il est en revanche plus intensément occupé.

Et c'est sans doute là que se joue l'essentiel du décalage entre les chiffres... et ce que chacun perçoit, sur une plage bondée ou un parking plein à craquer, un week-end d'été.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Gabriel Attal propose 100 000 fonctionnaires en moins et l'impunité zéro pour les ministres dépensiers

Par Marie Malaterre

~3 minutes

100 000 départs volontaires de fonctionnaires et une "impunité zéro" pour les ministres et directeurs d'administration centrale responsables de dérapages budgétaires. C'est en ces termes que le candidat à la présidentielle Renaissance, Gabriel Attal, a détaillé, hier 2 juillet dans *Le Parisien*, ses intentions pour la fonction publique afin d'atteindre son objectif : ramener les finances publiques à l'équilibre en dix ans.

Il a également prévenu que *"les ministres et directeurs d'administration centrale qui n'auront pas tenu leur budget devront quitter leurs fonctions"*, ajoutant que, si la trajectoire budgétaire qu'il aura définie n'était pas respectée pendant trois années consécutives, hors situation de crise, la responsabilité en incomberait au Premier ministre et à son gouvernement, appelés alors à démissionner.

Au sujet de la fonction publique, Gabriel Attal propose *"le non-remplacement de certains départs à la retraite et un plan de départs volontaires"* pour atteindre les 100 000 postes supprimés, tout en préservant certains ministères : Éducation, Armées, Justice et Intérieur.

Lire aussi : [Chloé Ridet \(PS\) : "Pour décroisonner la fonction publique, pourquoi ne pas imaginer une fusion de l'INSP, de l'Inet et de l'EHESP ?"](#)

Aussi, comme son concurrent Édouard Philippe, également dans la course à la présidentielle et qui a détaillé ses intentions en début de semaine dans *Les Échos*, Gabriel Attal se dit favorable à un référendum en début de quinquennat pour une *"règle d'or"* d'équilibre budgétaire, et précise vouloir l'instaurer en sept ans.

Pour réaliser entre 120 et 150 milliards d'euros d'économies, sans hausse d'impôts, l'ancien Premier ministre d'Emmanuel Macron affirme vouloir trouver les deux tiers dans les dépenses sociales, qui sont selon lui *"hors de contrôle et pèsent trop sur ceux qui travaillent"*. Il souligne la nécessité, pour le premier budget de 2028, d'une année blanche sur l'ensemble des prestations sociales, *"en épargnant toutefois les petites retraites"*. Il insiste par ailleurs sur l'importance de mener rapidement des réformes structurelles en matière de retraites, d'arrêts maladie, mais aussi d'assurance chômage.

Il a également prôné un "big bang" de l'organisation territoriale en promettant de dévoiler à la rentrée *"une carte de France avec de nouvelles collectivités uniques"* et de faire du maire *"l' élu le plus puissant de France"*.

Dans l'administration, le déploiement de l'IA freiné par le manque de mutualisation et le fonctionnement en silo des ministères

Par Victoria Beurnez

5-6 minutes

Au terme de plusieurs mois d'attente, le rapport inter-inspections analysant le déploiement de l'intelligence artificielle dans l'administration, commandé par Matignon, est finalement paru, ce jeudi 2 juillet. Dans un document précis, les inspecteurs décortiquent méticuleusement la stratégie nationale en matière d'IA, sous les volets économique, fonctionnel, stratégique, mais aussi RH, indiquant par exemple qu'un [agent public sur cinq](#) pourrait être exposé par cette technologie.

Le rapport évalue également la stratégie numérique mise en œuvre par les pouvoirs publics pour accueillir l'IA de manière efficace. Et le bilan n'est pas encore très positif : les auteurs du rapport alertent sur l'absence de mutualisation de solutions entre ministères, donnant lieu à des coûts considérables mais surtout évitables. *“Chaque administration innove sous contrainte des ressources mobilisables (budget, compétences humaines), sans coordination ni réelle mutualisation”*, analyse le document.

Des initiatives dispersées

Dans la droite lignée des récentes réorganisations de l'écosystème public numérique, le rapport pointe du doigt une absence concrète de gouvernance du numérique public. Ce n'est pas une surprise : la future réorganisation de la direction interministérielle du numérique est un symptôme de cet état de fait. La situation n'avait cependant pas à ce point été détaillée, qu'il s'agisse de la dispersion des initiatives ministère par ministère, en l'absence de stratégie financière pérenne pour soutenir l'intelligence artificielle à long terme, ou encore dans l'absence d'un portage de cette stratégie à haut niveau.

En cause, des stratégies numériques qui restent cantonnées dans leurs directions propres, à la main des DSI certes mais bien souvent en silo, avec des feuilles de route spécifiques encore trop peu souvent intégrées dans la stratégie globale d'un ministère. *“Contrairement aux entreprises, l'IA reste majoritairement pilotée par les directions numériques, sans portage systématique au niveau des directions générales qui intégrerait l'ensemble des dimensions du projet (infrastructures, données, processus métier, compétences et risques) et l'inscrirait dans un « projet de service public » stratégique”*, abonde ainsi le rapport.

Lire aussi : [Le déploiement de l'IA pourrait exposer jusqu'à un agent public sur cinq, selon un rapport interinspections](#)

Comme le rapport du Conseil national de l'IA et du numérique il y a quelques jours, les inspecteurs exhortent ainsi les pouvoirs publics à se tourner vers la mutualisation pour réduire les coûts, entre autres. *“Dans cette période d'expérimentation foisonnante, la gouvernance et le pilotage*

nationaux ne favorisent pas les mutualisations”, relèvent les auteurs du rapport.

Repenser l'évaluation budgétaire

De fait, l'absence actuelle de mutualisation coûte trop cher, et est imputable au fonctionnement en silo des directions du numérique, dont les enjeux sont encore trop peu évalués par le prisme du budget. *“Le déploiement de l'IA dans les administrations publiques reste freiné par une puissance de calcul insuffisante, des systèmes d'information obsolètes et des initiatives éparses ayant conduit à une fragmentation des ressources et à une sous-utilisation des capacités existantes”*, juge sévèrement le rapport. Pour y répondre, les auteurs jugent la mutualisation “essentielle”, prenant acte que les ministères lancent chacun individuellement des initiatives, menant à des redondances et un manque de performance.

Lire aussi : [L'Assemblée nationale cherche son modèle d'intelligence artificielle](#)

Cette absence de mutualisation, qui se traduit par *“des investissements encore dispersés entre administrations comme en leur sein”*, a un coût, dont l'augmentation continue *“impose un pilotage stratégique permettant de préserver la soutenabilité budgétaire”*. En plus de la mutualisation, le rapport recommande de penser les modèles d'IA par le prisme de la frugalité, pour limiter également les coûts environnementaux autant que financiers. Actuellement, les financements en matière d'intelligence artificielle se concentrent uniquement sur le budget lié à un prototype : le rapport avance que les compétences, la sécurité, la formation, la maintenance doivent également faire l'objet de réflexions budgétaires.

Pour y parvenir, les auteurs du rapport recommandent ainsi une réelle association des métiers, directions numériques et services budgétaires pour *“orienter les investissements vers des solutions mutualisables et maintenables”*. Pour ce faire, ils proposent une gouvernance contraignante de la direction interministérielle du numérique, qui aurait la main sur l'établissement d'une *“trajectoire pluriannuelle progressive des infrastructures et des communs indispensables au développement de l'IA publique”*. Une proposition plutôt alignée, finalement, avec la future réorganisation de la Dinum telle que l'a présentée Sébastien Lecomu il y a quelques mois.

La contractualisation État-collectivités, un outil de coordination facteur de confusion

Par Mathilde Karsenti

5-6 minutes

“La contractualisation, c’est une manière pour l’État de brouiller encore plus les cartes”. C’est le constat dressé par Marie Lajus, conseillère maîtresse à la 5^e chambre de la Cour des comptes et ancienne préfète d’Indre-et-Loire, lors d’une table ronde consacrée à la clarification de l’action publique dans l’État décentralisé organisée par la Rue Cambon et le CNRS, mercredi 1^{er} juillet 2026. À l’origine pensés comme des outils de partenariat pour accompagner la décentralisation, les contrats entre l’État et les collectivités sont progressivement devenus un mécanisme permettant à l’État de maintenir une influence sur des compétences qu’il avait lui-même transférées dès 1982 avec les lois Defferre.

En multipliant les dispositifs contractuels – c’est-à-dire lorsque l’État et les collectivités s’engagent mutuellement sur des objectifs et des financements communs pour une durée déterminée au gré notamment de politiques d’aménagement et d’égalité des territoires –, l’État a en effet brouillé les responsabilités. Si bien que la répartition des rôles entre l’État et les territoires est devenue illisible, pour les citoyens comme pour les acteurs publics.

Une contractualisation coûteuse

Or, en plus de l’illisibilité qu’ils créent, les contrats ont un coût. C’est notamment ce qu’avait souligné le rapport Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières, remis au gouvernement en 2024. Ce dernier avait chiffré à 7,5 milliards d’euros le coût de l’enchevêtrement des compétences entre l’État et les collectivités. Dans son rapport annuel public de mars 2026, consacré à la cohésion territoriale, la Cour des comptes, elle-même, a pointé un *“manque d’information du Parlement sur les crédits mobilisés pour ces dispositifs contractuels”, un “pilotage inégal”* et des évaluations *“qui ne sont pas systématiques, même pour des dispositifs à forts enjeux financiers”*. Elle juge par ailleurs que la contractualisation *“ne peut que partiellement remédier aux pertes d’efficience liées à la fragmentation et à l’enchevêtrement des compétences”*.

Lire aussi : [“La contractualisation, un outil de \(re\)structuration des relations entre acteurs publics”](#)

Pourtant, malgré ces critiques répétées, le recours de l’État aux contrats reste une tentation récurrente, notamment lorsqu’il s’agit de maîtriser les dépenses publiques. En mars 2025, le ministre de l’Aménagement du territoire et de la Décentralisation, François Rebsamen, avait annoncé l’ouverture d’*“une nouvelle séquence de contractualisation”* avec les collectivités dans le cadre de la réduction du déficit, rouvrant le dossier sensible des contrats de Cahors. Un épisode illustrant la contradiction pointée par les intervenants : l’État utilise le contrat non pour clarifier les responsabilités, mais pour encadrer les collectivités dans des domaines qui relèvent de leur libre administration.

Clarifier d'abord, contractualiser ensuite

La Charte interministérielle de la contractualisation entre l'État et les collectivités territoriales dont s'est doté le gouvernement en 2019 faisait déjà ce constat juste avant la création de l'Agence nationale de la cohésion et des territoires (ANCT), le 1^{er} janvier 2020 : *"Il est aujourd'hui nécessaire de faire évoluer les démarches contractuelles entre État et collectivités territoriales"*. Six ans après, les choses ne semblent pas avoir évolué : dans son rapport annuel public 2026, la Cour des comptes a suggéré de recentrer les dispositifs contractuels autour des contrats de plan État-Régions et des Contrats pour la réussite de la transition écologique (CRTE), en réduisant leur nombre pour *"les rendre plus efficaces et lisibles"*.

Lire aussi : [La contractualisation, un moyen pour l'État de garder la main sur les politiques culturelles](#)

Il faut donc être plus catégorique, selon Pierre-André Durand, préfet de région Occitanie également invité de la table ronde. Selon lui, le recours aux contrats ne devrait plus s'imposer : *"il faut que l'État accepte de ne plus intervenir sur des champs qui sont décentralisés par le biais de contrats, son rôle, dans les champs décentralisés, devrait se limiter au contrôle de légalité"*. Pour rappel, il s'agit du contrôle des actes des collectivités territoriales par les préfets tendant à vérifier la conformité des actes pris par les collectivités territoriales et leurs établissements publics avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

"Grand débat national"

De manière plus structurelle, le directeur de recherches au CNRS en sciences politiques et titulaire de la chaire "Territoires et mutations de l'action publique" à Sciences Po Rennes, Romain Pasquier, considère qu'avant toute réforme des outils, il faudrait conduire *"un grand débat démocratique sur ce qu'est le régalien et le non-régalien aujourd'hui"*. Une recommandation partagée par Pierre-André Durand pour qui *"ce grand débat national permettrait de clarifier les compétences, niveau par niveau, puis de les articuler avec les questions de financement pour qu'il y ait une responsabilité politique claire et que le lecteur ait une vision structurée du sujet"*.